

Compte-rendu de la 3^{ème} réunion annuelle des Réseaux africains des points focaux VIH du secteur éducatif

3 – 6 décembre 2008
Dakar, Sénégal

Mai 2009



Compte-rendu de la 3^{ème} réunion annuelle des Réseaux africains des points focaux VIH du secteur éducatif

Réseau VIH du secteur de l'éducation pour l'Afrique de l'Est

Burundi, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda,
Rwanda, République Unie de Tanzanie et Zambie

Réseau des points focaux VIH des ministères de l'Education pour l'Afrique centrale

Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine,
République Démocratique du Congo (RDC) et Tchad

Réseau des points focaux VIH des ministères de l'Education pour la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la Mauritanie

Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée,
Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal,
Sierra Leone et Togo

Avec le soutien de la Banque mondiale, Deworm the World (DtW), le
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), the Partnership for
Child Development (PCD) et l'Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Sommaire

ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	ii
CONTEXTE.....	1
VIH ET EDUCATION.....	1
ACCELERER LA REPONSE DU SECTEUR EDUCATIF AU VIH/SIDA.....	1
RESEAUX AFRICAINS DES POINTS FOCALUX VIH/SIDA DES MINISTERES DE L'EDUCATION	2
LA REUNION ANNUELLE.....	4
Participation	4
Objectif de la réunion.....	5
JOUR 1 : MERCREDI 3 DECEMBRE 2008.....	6
JOUR 2 : JEUDI 4 DECEMBRE 2008.....	7
<i>Cérémonie d'ouverture</i>	7
<i>Situation actuelle au niveau sous-régional</i>	7
Réseau pour l'Afrique Centrale.....	7
Réseau pour l'Afrique de l'Est.....	8
Réseau pour l'Afrique de l'Ouest.....	9
<i>Points forts des Plans d'action 2009 des réseaux</i>	9
Réseau pour l'Afrique Centrale.....	9
Réseau pour l'Afrique de l'Est.....	10
Réseau pour l'Afrique de l'Ouest.....	10
<i>Bonnes pratiques dans les sous-régions</i>	10
JOUR 3 : VENDREDI 5 DECEMBRE 2008.....	14
<i>Coordination et communication dans les réseaux</i>	14
Réseau pour l'Afrique Centrale.....	14
Réseau pour l'Afrique de l'Est.....	14
Réseau pour l'Afrique de l'Ouest.....	15
<i>Relations entre les réseaux, leurs donateurs et les Communautés économiques régionales</i>	16
Réseau pour l'Afrique Centrale.....	16
Réseau pour l'Afrique de l'Est.....	16
Réseau pour l'Afrique de l'Ouest.....	16
<i>Séances de cours dispensées pendant la réunion de tous les réseaux</i>	17
<i>Intégration de la SNS et du VIH dans la réponse du secteur éducatif</i>	17
<i>Evaluation des financements versés par la Banque mondiale aux initiatives VIH du secteur de l'éducation</i>	19
<i>Processus EPT/FTI</i>	19
JOUR 4 : SAMEDI 6 DECEMBRE 2008	19

Abréviations et Acronymes

ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
ARV	Antirétroviral
BIE	Bureau International d'Education – UNESCO
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CAS	Stratégie d'assistance au pays
CCC	Communication pour les changements de comportement
CCM	Mécanisme national de coordination
CDMT	Cadre des dépenses à moyen terme
CDV	Conseil et dépistage volontaire
CEEAC	Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Commission de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique
CER	Communauté Economique Régionale
CNLS	Commission nationale de lutte contre le sida
COSSEL	Comité Sénégalais des Syndicats enseignants contre le Sida
DFID	Département du Développement International (Roy.-Uni)
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EPT	Education pour tous
ESP	Plan stratégique d'éducation
IE	Internationale de l'Education
FDPE	Fonds de développement de programmes d'éducation
FRESH	Focaliser les Ressources pour une Santé Scolaire Efficace
FTI	Initiative Fast Track
IATT	Equipe de travail inter-agences
ICASA	Conférence internationale sur le SIDA et les IST en Afrique
IDA	Association Internationale de développement
IIEP	Institut international de planification de l'éducation
IST	Infections sexuellement transmissible
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
KABP	Connaissances, attitudes, croyances et comportements
KESSP	Programme Kenyan de soutien au secteur de l'éducation
MOU	Protocole d'accord
MST	Maladie sexuellement transmissible
NUT	Syndicat national des enseignants
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour l'éducation
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PALOPS	Países Africanos de Língua Oficial Portuguesa
PAM	Programme alimentaire mondial
PCD	Partnership for Child Development
PPET	Enseignement et Formation post-primaires
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RRI	Initiative à résultats rapides
SADC	Communauté de développement de l'Afrique Australe
SCI	Initiative de communication Sara

Sida	Syndrome d'immunodéficience acquise
SIDA	Agence suédoise de coopération au développement international
SNS	Santé et nutrition scolaire
TARV	Traitement antirétroviral
TdR	Termes de référence
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

Contexte

VIH et Education

Ces dernières années, l'émergence d'un faisceau de preuves de plus en plus incontestables a mis en lumière l'importance du rôle que le secteur éducatif peut assumer pour développer les connaissances sur le VIH et prévenir les comportements qui encouragent la propagation du virus. Les enfants d'âge scolaire présentent les taux de contamination par le VIH les plus faibles de toute la population. Même dans les pays les plus touchés, la grande majorité des écoliers n'est pas contaminée. Ces enfants ont une **lueur d'espoir**, une chance de vivre sans le SIDA, à condition qu'ils acquièrent des connaissances, des compétences et des valeurs qui les protégeront jusqu'à leur vie d'adulte. Offrir aux jeunes, notamment aux filles, le **vaccin social** de l'éducation leur ouvre une réelle possibilité d'accéder à une vie productive (Banque mondiale, 2002). La Campagne mondiale pour l'éducation a estimé que quelques 7 millions de cas de SIDA pourraient être évités par la réalisation de l'Education pour tous (EPT) (CME, 2004). Des études menées en Afrique du Sud (Hargreaves *et al.*, 2007 ; Bärnighausen *et al.*, 2007) et en Ouganda (de Walque 2002 ; et de Walque *et al.*, 2005) ont démontré qu'une année de scolarité supplémentaire peut réduire de 7% et 6,7% respectivement le risque de contamination. En Ouganda, cette réduction du risque est particulièrement évidente chez les jeunes filles.

Il est prouvé aussi que l'éducation peut contribuer à minimiser la stigmatisation et la discrimination, même si cela passe simplement par la délivrance de connaissances plutôt que par une éducation sanitaire basée sur des compétences.

Si l'éducation est importante dans la prévention du VIH, la prévention du VIH est également essentielle pour l'éducation (Kelly, 2000). Face à la riposte nationale de certains gouvernements, la prévalence du VIH s'est stabilisée ou a commencé à décroître dans de nombreux pays d'Afrique de l'Est. En Afrique Centrale et de l'Ouest, on constate un mouvement similaire, avec une prévalence stable en général et quelques signes de recul du VIH dans un nombre croissant de pays. En dépit de ces tendances encourageantes, il convient de rappeler que le VIH, qui a affecté l'approvisionnement, la demande et la qualité de l'éducation dans beaucoup de pays, a également limité la capacité des secteurs éducatifs à réaliser l'EPT, et celle des pays à atteindre leurs visées relatives aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Accélérer la réponse du secteur éducatif au VIH/SIDA

Le rôle du secteur éducatif dans la réponse multisectorielle au VIH/SIDA a été dynamisé suite à certaines manifestations clés organisées en Afrique autour du Millénaire, notamment le Congrès international de Lusaka sur le VIH/SIDA et les IST en Afrique en 1999, la Rencontre régionale de l'EPT à Johannesburg et le Forum mondial de l'éducation de Dakar. Le secteur éducatif est désormais reconnu pour son rôle 'externe' clé dans la prévention et la réduction de la stigmatisation et la discrimination, et son important rôle 'interne' de fournisseur d'accès aux soins, aux traitements et à la protection des enseignants et du personnel éducatif – un groupe représentant plus de 60% de la main d'œuvre du secteur public dans de nombreux pays.

En 2002, l'équipe inter-agences chargée de l'éducation dans le Programme commun des Nations Unies sur le VIH&SIDA (ONUSIDA) a réuni un groupe de travail – intitulé 'Groupe de travail de l'Initiative Accélérée' – en vue de relever ces défis et de soutenir les pays d'Afrique subsaharienne dans leurs efforts pour 'accélérer la réponse du secteur éducatif face au VIH/SIDA'. L'Initiative Accélérée a toujours eu pour philosophie de promouvoir la planification et la mise en œuvre par les pays eux-mêmes, à partir d'exemples éprouvés de bonnes pratiques à l'échelon régional et national. L'objectif est de mettre en place des programmes basés sur un fort sentiment d'appartenance locale, capables d'accéder aux financements appropriés et d'être implantés à tous les niveaux du secteur éducatif.

Réseaux africains des points focaux VIH/SIDA des ministères de l'Education

En réponse à une demande exprimée au niveau national et régional concernant la création de mécanismes concrets d'échanges d'informations et d'expériences entre pays voisins confrontés à des défis de fonctionnement identiques, l'Initiative Accélérée a facilité la formation de réseaux de points focaux spécialisés sur le VIH/SIDA. Ces réseaux sont constitués de membres désignés officiellement par leur ministre de l'Education pour faire fonction de points focaux VIH/SIDA. Ils fournissent un cadre de consultation et de partage des expériences et de l'expertise entre les divers acteurs œuvrant dans le domaine du VIH/SIDA.

Ces réseaux ne se sont pas contentés d'un rôle de transmission et de partage d'informations, mais sont devenus de véritables structures politiques déterminantes dans l'agenda sectoriel sous-régional. En cinq ans, trois réseaux de points focaux VIH/SIDA ont été montés de façon fructueuse sous les auspices des diverses communautés économiques régionales de l'Union Africaine. Il s'agit des structures suivantes :

- i. ***Réseau des points focaux VIH/SIDA du secteur éducatif pour la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la Mauritanie :*** Créé et mis en place en décembre 2004 sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les pays suivants y participent : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo.
- ii. ***Réseau des points focaux VIH/SIDA du secteur éducatif pour l'Afrique de l'Est :*** Créé et mis en place en décembre 2005 sous l'égide de diverses communautés économiques sous-régionales telles la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC). Les pays suivants y participent : Burundi, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda, Rwanda, République Unie de Tanzanie et Zambie.
- iii. ***Réseau des points focaux VIH/SIDA du secteur éducatif pour l'Afrique centrale :*** Créé et mis en place sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC). Les pays suivants y participent : Cameroun, République Centrafricaine, Congo, Gabon, République Démocratique du Congo (RDC), Guinée Equatoriale et Tchad, et São Tomé & Príncipe.
- iv. ***Réseau des points focaux VIH/SIDA du secteur éducatif pour l'Afrique lusophone :*** Créé en 2004 sous l'égide de la communauté des pays africains de

langue portugaise *Países Africanos de Língua Oficial Portuguesa*, (CPLP). Ce réseau repose sur l'appartenance linguistique et pour cette raison, les pays qui y participent appartiennent également à d'autres réseaux en fonction de leur emplacement géographique. Les pays suivants y participent : Angola, Cap Vert, Guinée-Bissau, Mozambique et São Tomé & Príncipe.

Depuis leur lancement, ces réseaux de points focaux VIH/SIDA des ministères de l'Éducation se sont rapidement appropriée l'Initiative Accélérée, au point que le terme 'Initiative Accélérée' est désormais utilisé pour évoquer les activités entreprises par les points focaux dans leurs réseaux au niveau régional, sous-régional et national sous l'égide de la Communauté économique régionale de l'Union Africaine. Le dialogue entre les réseaux et les partenaires de développement apparaît aujourd'hui comme un facteur déterminant de progrès.

Les 37 pays impliqués dans ces réseaux sont responsables de 200,2 millions d'enfants d'âge scolaire et de 2,6 millions d'enseignants. Mise en œuvre de façon efficace, l'Initiative Accélérée a le potentiel de bénéficier à 85,5% des enfants d'âge scolaire et 74,3% des enseignants de primaire et de secondaire en Afrique subsaharienne.

La Réunion annuelle

Participation

Le processus de l'Initiative Accélérée a été facilité par des réunions intra- et inter-réseaux de partage d'informations et l'organisation d'activités communes depuis 2002. A partir de 2005, une réunion annuelle des réseaux de toute l'Afrique a été officiellement formalisée, pour permettre à tous les réseaux de se réunir une fois par an afin de présenter leur plaidoyer, partager des informations sur les réponses et les pratiques prometteuses observées dans certains pays, identifier ensemble les opportunités de ressources et de partenariats, et élaborer des plans annuels pour les activités menées par le réseau.

La 3^{ème} Réunion annuelle, qui s'est tenue du 3 au 6 décembre 2008, en même temps que la Conférence internationale sur le Sida et les Infections Sexuellement Transmissibles (ICASA) 2008, était hébergée par le ministère de l'Education du Sénégal (Annexe 1). Plus de 50 participants venus d'une trentaine de pays appartenant aux trois réseaux géographiques de points focaux y ont assisté (Annexe 2). Etaient présents les points focaux VIH des ministères de l'Education, les syndicats d'enseignants et les associations d'enseignants vivant avec le VIH. Pour la première fois, un groupe de représentants des pays d'Afrique Australe (Swaziland et Afrique du Sud) y participait en qualité d'observateurs, afin d'échanger leurs expériences et d'explorer les possibilités de constituer des réseaux similaires dans leur sous-région.

Des délégués des organisations suivantes étaient également présents : Réseau kenyan des enseignants séropositifs (KENEPOTE) ; Communautés régionales économiques de la CEDEAO et de la Communauté de l'Afrique de l'Est ; ONUSIDA ; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO – Paris, BREDA, et région Afrique) ; Organisation mondiale de la Santé (OMS – Genève, et AFRO) ; Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ; équipe de travail inter-agences de l'ONUSIDA chargée de l'éducation (IATT) ; Secrétariat de l'Initiative Fast Track (FTI) ; Fédération des syndicats d'enseignants (IE –Internationale de l'Education) ; the London School of Hygiene and Tropical Medicine (paludisme et promotion de la santé dans les programmes scolaires) ; Deworm the World; the Partnership for Child Development (PCD) ; et la Banque mondiale (Equipe de la campagne de lutte contre le Sida pour l'Afrique, et Equipe du réseau de l'éducation).

Objectif de la réunion

Cette réunion visait à promouvoir le rôle des réseaux dans leurs sous-régions respectives, à renforcer leurs relations avec leurs Communautés économiques régionales respectives (CER), et développer la réponse du secteur éducatif face au VIH dans toute l'Afrique subsaharienne.

Six objectifs spécifiques ont été déterminés :

- i) Offrir un forum permettant aux points focaux des différentes sous-régions de partager leurs expériences et les leçons tirées de leurs programmes dans le cadre de la riposte globale du secteur de l'éducation face à l'épidémie de VIH.

- ii) Offrir un forum permettant aux CER de proposer leurs stratégies de soutien et de perpétuation des réseaux.
- iii) Lancer un livre et un film sur les enseignants qui vivent avec le VIH de façon positive.
- iv) Se mettre d'accord sur la manière d'intégrer le VIH dans les Plans sectoriels de l'éducation de l'EPT/FII.
- v) Rechercher des moyens de renforcer les réseaux existants et leurs relations en vue d'améliorer l'accès aux informations, aux ressources et à l'assistance technique.
- vi) Fournir des recommandations et des moyens de progresser, notamment en définissant des priorités pour les actions futures de renforcement du rôle des réseaux.
- vii) Renforcer les réseaux sous-régionaux et faciliter le développement d'un réseau sous-régional dans les pays à forte endémie de l'Afrique Australe.

Jour 1 : Mercredi 3 décembre 2008

L'attitude face à la stigmatisation de quelques 122 000 enseignants d'Afrique subsaharienne vivant avec le VIH a été mis en lumière le 3 décembre 2008 à l'occasion du lancement du film *Courage et Espoir : Des enseignants africains vivant positivement avec le VIH*. Ce film documentaire, résultat d'une collaboration entre les réseaux de points focaux des ministères africains de l'Education et la Banque mondiale, a été produit par PCD à partir d'un ouvrage réalisé par la Banque mondiale intitulé *Courage et Espoir : Témoignages d'enseignants vivant avec le VIH en Afrique subsaharienne*. Le film a été projeté simultanément lors de la conférence ICASA 2008 à Dakar, Sénégal, et à Genève dans le cadre du Festival du Film de l'ONUSIDA lors de la Journée mondiale du Sida 2008.

Tous les points focaux ont assisté aux séances de l'ICASA et la plupart étaient présents pour le lancement de *Courage et Espoir*. Les quatre enseignants apparaissant dans le film étaient également venus assister à la projection à l'ICASA. Le comité de lancement présidé par Donald Bundy de la Banque mondiale, producteur exécutif du film, était composé de : M. Adama Diop, Ministre de l'Enseignement secondaire et supérieur, Sénégal ; Debrework Zewdie, Global HIV Program ; Elizabeth Lule, ACTAfrica ; Barbara de Zalduondo, ONUSIDA ; et Insa Diallo, représentant PIE et le Comité sénégalais des syndicats enseignants contre le Sida (COSSEL). Etait également présent Edouard Gueye, un enseignant sénégalais vivant positivement avec le VIH qui a contribué au livre *Courage et Espoir*.

Courage et Espoir raconte avec franchise et sans détour les vies de Beldina Atieno, Martin Mkung Ptoch, Jemimah Nindo et Margaret Wambete de KENEPOTE. Ces quatre courageux enseignants évoquent les difficultés qu'ils ont affrontées lorsque leur séropositivité fut dévoilée : stigmatisation, fuite, discrimination contre eux-mêmes et leurs familles. Mais le film montre qu'en dépit de ces obstacles, l'accès à des soins efficaces, le soutien et les traitements antirétroviraux (ARV) ont permis à ces enseignants de continuer à vivre pleinement et en bonne santé.

Environ 200 participants étaient venus assister au lancement du film, parmi lesquels des représentants d'agences partenaires et de groupes de la société civile comme l'ONUSIDA, l'UNESCO-BREDA, l'UNICEF, l'PIE et l'PIAT'T chargée de l'éducation pour l'ONUSIDA, ainsi que des journalistes de la presse et des médias locaux. La présentation du film fut suivie d'une séance de questions-réponses avec le public, et d'une conférence de presse avec les enseignants et les membres du comité de lancement.

Tous réagirent avec enthousiasme. L'assistance félicita chaudement les enseignants pour le courage dont ils avaient fait preuve en soulignant la nécessité pour les enseignants de passer un test de dépistage afin de connaître leur situation et de rechercher des conseils et des traitements si nécessaire. En sensibilisant le public aux difficultés des enseignants et de tous ceux qui vivent avec le VIH, ces enseignants contribuent à réduire la stigmatisation et encouragent toutes les personnes affectées à vivre positivement.

Suite aux conversations entamées à cette occasion entre des enseignants kenyans, des enseignants sénégalais et des collaborateurs de la Banque mondiale, un groupe de travail composé de sept bénévoles a été constitué le 8 décembre 2008, dans le but de constituer un réseau sénégalais des enseignants vivant avec le VIH, avec le soutien de l'UNESCO-BREDA, du COSSEL, de l'IE, de KENEPOTE et de la Banque mondiale. Au moment de la mise en place du groupe de travail, le futur réseau comptait déjà près de 60 membres, tous des enseignants vivant positivement.

Jour 2 : Jeudi 4 décembre 2008

Le deuxième jour de la rencontre, les réseaux se sont divisés en groupes de discussion axés sur des thèmes différents. La journée a démarré par une cérémonie d'ouverture avant que les réseaux ne se séparent pour débattre de leurs sujets spécifiques.

Cérémonie d'ouverture

La réunion a été officiellement ouverte par le secrétaire général du ministère de l'Education, M. Adama Aidara, au nom du ministre de l'Education du Sénégal chargé de l'Enseignement préscolaire, primaire et moyen. Des allocutions de bienvenues ont également été prononcées par : Rachel Ogbe (représentant la commission de CEDEAO), Aloyssius Chebet (représentant la CAE), Vigdis Cristofoli (Bureau régional de l'UNICEF à Dakar), Dr Abdoulaye Diarra (OMS-AFRO – Libreville, Gabon); Donald Bundy (Banque mondiale – Washington D.C.), Insa Diallo (Internationale de l'Education) et Michael Beasley (PCD – UK).

Ce fut l'occasion de dévoiler publiquement plusieurs documents :

- ***Enquête 2007 des points focaux*** : Cette enquête conduite en 2007 par 34¹ points focaux des réseaux de l'Afrique Centrale, de l'Est et de l'Ouest, s'intéresse à la mise en place des programmes de santé et nutrition scolaire (SNS) et de lutte contre le VIH&SIDA dans les secteurs éducatifs des sous-régions, compare les évolutions au plan régional et évalue les avancées des plans nationaux depuis que les pays participent à l'Initiative Accélérée.
- ***Accélérer la réponse du secteur de l'éducation face au VIH&SIDA en Afrique subsaharienne : Bilan de 5 ans 2002 – 2007*** : Cette étude passe en revue les activités relatives au VIH&SIDA et à la santé entreprises en milieu scolaire par les points focaux des ministères de l'Education en Afrique subsaharienne, avec des

¹ Les pays suivants ont participé à l'enquête : Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, RCA, Congo, RDC, Côte d'Ivoire, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, République de Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, São Tomé & Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, République Unie de Tanzanie (continentale et Zanzibar), Togo, Tchad et Zambie.

représentants des diverses parties concernées et des partenaires de l'Initiative accélérée, afin d'accélérer la réponse du secteur de l'éducation face au VIH&SIDA.

- ***Courage et Espoir : Récits d'enseignants vivant avec le VIH en Afrique subsaharienne*** : Un livre et un documentaire sur la vie quotidienne de 12 enseignants séropositifs qui racontent comment ils ont découvert leur statut VIH et les répercussions de cette situation sur leur famille, leur communauté et leur vie professionnelle (Voir page 8 pour plus de détails).
- ***Contrôle du paludisme dans les écoles : Une boîte à outils de contrôle du paludisme en milieu scolaire*** : Cette boîte à outils est destinée à fournir aux professionnels de la santé scolaire, aux décideurs politiques et aux responsables de la mise en place des programmes de santé scolaire, des informations pratiques actualisées pour soutenir la mise en application efficace des programmes de contrôle du paludisme en milieu scolaire menés par les gouvernements. Il aide les éducateurs, les donateurs et les organisations non gouvernementales (ONG) à déterminer les priorités en matière de financement et d'implémentation (Voir page 20 pour plus de détails).
- ***Boîte à outils pour l'intégration du VIH&SIDA dans le secteur de l'éducation : Recommandations pour les agences de coopération au développement*** : Cette boîte à outils vise à soutenir le personnel éducatif des agences de coopération au développement, s'agissant d'évaluer les progrès des pays en matière d'intégration du VIH&SIDA dans le secteur de l'éducation, d'identifier des points d'entrée et d'établir les priorités de plaidoyer et d'action.

Situation actuelle au niveau sous-régional

Les réseaux se sont réunis séparément afin de discuter de la situation actuelle dans chacun des pays, mais surtout pour revoir leurs Plans d'action 2008, élaborer les Plans d'action 2009 et discuter des progrès obtenus jusque là par chaque réseau.

Réseau pour l'Afrique Centrale

Le Cameroun, le Congo, la RDC, le Gabon et le Tchad ont présenté la situation dans leur pays.

Globalement, la quasi totalité des pays de la sous-région ont intégré le VIH dans les programmes scolaires de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire ainsi que dans les Instituts de formation des enseignants. Ces initiatives s'inscrivaient dans le cadre d'un projet de la CEMAC (Commission de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique), avec le soutien financier de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), et ont été mis en œuvre par le bureau de l'UNESCO à Yaoundé. La RDC, en dépit du fait qu'elle n'appartient pas à la CEMAC, a pu elle aussi intégrer le VIH dans les programmes scolaires du primaire et du secondaire, ainsi que dans les Instituts de formation des enseignants, grâce au soutien de la Banque mondiale qui lui a permis de participer à l'atelier organisé pour le projet. Dans certains pays, les enseignants n'ont suivi aucune formation pour enseigner le programme sur le VIH.

La plupart des pays de la sous-région ont établi des plans stratégiques mais très peu, voire aucun, ne possède de documentation sur la politique VIH sectorielle. En outre, il n'existe aucune stratégie clairement définie pour les enfants d'âge scolaire non scolarisés.

L'Annexe 3 présente d'autres informations sur les activités mises en place ou prévues/jugées nécessaires à l'échelon des pays. Les matériels pédagogiques de prévention du VIH spécifiques à la région ont également été présentés.

Au niveau des réseaux, les participants ont passé en revue les Plans d'action 2008 des réseaux (élaborés pendant la 2^{ème} réunion annuelle). Les membres du réseau ont noté que seules quelques-unes des activités proposées avaient été mises en place, essentiellement en raison de l'absence de ressources financières dévolues aux activités à ce niveau. En dépit de cela, il faut souligner l'engagement des ministères de l'Education à soutenir des initiatives communes à travers la sous-région (c.-à-d. l'engagement officiel, écrit, d'intégrer le VIH dans tous les programmes scolaires signé par les ministres de l'Education de la sous-région).

Les membres du réseau ont rapporté qu'ils avaient transmis le Compte-rendu de la 2^{ème} réunion des réseaux aux autorités hiérarchiques du ministère de l'Education, surtout parce qu'il incluait les Termes de Référence (TdR) des points focaux et des réseaux (voir Annexe 4). A ce jour, aucun point focal n'a reçu de commentaire à ce sujet (mais cela s'est passé il y a peu de temps).

Les TdR n'ont pas été transmis à la CEEAC mais un représentant de cet organisme était présent lorsque les TdR ont été élaborés et débattus pendant la réunion de 2007. Une réunion avait été prévue en RDC avec la présence de la CEEAC, mais, faute de ressources, le projet ne s'est pas concrétisé.

Réseau pour l'Afrique de l'Est

Suite aux recommandations énoncées pendant la 2^{ème} réunion annuelle, des efforts ont été entrepris en vue de collaborer étroitement avec les pays d'Afrique Australe. A cette fin, et également en vue d'élargir et d'approfondir les activités du réseau de l'Afrique de l'Est, les points focaux d'Afrique Australe avaient été invités à participer aux discussions du réseau de l'Afrique de l'Est.

L'Ethiopie, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, le Rwanda, la Tanzanie, la Zambie et Zanzibar ont présenté la situation dans leurs pays. L'Afrique du Sud et le Swaziland ont également exposé la conjoncture chez eux.

Plusieurs problèmes communs ont été évoqués. Le plus crucial concerne l'intégration du VIH et des services de SNS dans les plans et les stratégies du secteur éducatif, et leur implémentation concrète dans la vie scolaire.

L'accès à l'éducation des enfants orphelins et vulnérables a également été signalé comme un point important dans plusieurs pays de la sous-région, notamment par l'ampleur du problème (par ex. au Kenya, au Malawi et en Tanzanie). Les transferts conditionnels de fonds et leur impact sur l'accès à l'éducation ont été discutés.

Les débats ont également porté sur la stigmatisation et les services de conseil et dépistage volontaire (CDV), ainsi que sur l'introduction de l'apprentissage des compétences de la vie courante dans les programmes scolaires. En général, cet enseignement (et cet apprentissage) manque encore de stabilité. Certains pays ont évoqué la nécessité d'enseigner les compétences de la vie comme une matière séparée, mais d'autres préfèrent une approche intégrée. Tous ont convenu qu'il fallait intégrer la SNS et le VIH dans les compétences de la vie, veiller à adapter l'enseignement à l'âge des élèves et le compléter par une formation des parents et de la communauté.

Tous les membres du réseau (à l'exception de l'Afrique Australe) ont indiqué qu'ils ne détenaient pas de pouvoir de décision dans leur ministère et qu'en conséquence, ils ne parvenaient pas toujours à négocier l'inclusion du VIH et de la SNS dans les plans et les budgets du secteur de l'éducation. En Afrique du Sud par contre, où les points focaux disposent d'un pouvoir de décision, les activités semblent évoluer plus rapidement.

Les activités relatives au VIH ont bénéficié de différents soutiens au plan national, régional et des districts.

Le réseau a commencé à travailler dans le cadre de la CER pour pérenniser son action, et doit continuer à s'efforcer de catalyser les relations avec les partenaires de développement afin de bénéficier de leur aide en matière d'expertise, de connaissances et de ressources.

Réseau pour l'Afrique de l'Ouest

Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo ont présenté la situation dans leur pays.

L'intégration du VIH dans les systèmes d'éducation de base des pays du réseau, ainsi qu'à d'autres niveaux de l'enseignement, se poursuit à grande échelle. La riposte du secteur éducatif se fait de plus en plus systématique, et dans la plupart des pays, il existe maintenant des mesures politiques, des plans stratégiques et des programmes publiés et diffusés. Les réponses au VIH s'intègrent de mieux en mieux dans le cadre global des activités de SNS. La formation des enseignants est prioritaire, et des interventions complètes, intégrées dans le programme scolaire ou non, prennent place dans tous les pays.

Certaines activités menées en 2008 sont issues des objectifs présentés par le réseau lors de la 2^{ème} Réunion annuelle des réseaux de points focaux VIH du secteur de l'éducation à Nairobi, au Kenya, en novembre 2007. Par exemple, la nouvelle version du site Internet du réseau a renforcé les capacités des réseaux à échanger des expériences et des informations (objectif 1) et à promouvoir les meilleures pratiques (objectif 2). En vue d'atteindre les objectifs relatifs aux bonnes pratiques (objectif 2), à la transmission des informations à la conférence CEDEAO des ministres de l'Education (objectif 3) et au plaidoyer en faveur du rôle du secteur de l'éducation dans la riposte au VIH (objectif 4), plusieurs publications ont été produites pendant l'année, notamment une 'Etude de la réponse du secteur de l'éducation face au VIH au Nigeria' et l'inclusion de plusieurs études de cas émanant de l'Afrique de l'Ouest (du Nigeria et de Gambie) dans le nouveau 'Livre de référence en matière de programmes de prévention du VIH Vol. 2'. L'objectif de renforcement des capacités des points focaux (objectif 5) a été soutenu par la participation des points focaux à une réunion à Abuja en septembre 2008 (voir plus loin) et celle de certains pays (Liberia et Gambie) au '4^{ème} cours annuel international sur la santé et la nutrition scolaire et la prévention du VIH' à Nairobi, au Kenya, en juillet 2008.

Points forts des Plans d'action 2009 des réseaux

Après avoir passé en revue leurs Plans d'action 2008, les réseaux se sont réunis séparément pour élaborer leurs Plans d'action pour 2009. Les discussions ont notamment porté sur la formulation d'une stratégie d'avenir pour chaque réseau. Les Plans d'action 2009 de chacun des réseaux sont présentés dans l'Annexe 3. Voici les points d'action clés convenus dans chacun des réseaux pour 2009 :

Réseau pour l'Afrique Centrale

- Produire et diffuser largement les comptes-rendus des 2^{ème} et 3^{ème} réunions annuelles des réseaux africains.
- Diffuser plus largement les TdR des points focaux élaborés en 2008 auprès des ministères de l'Education et des autres parties concernées pour faciliter leur adoption, notamment concernant la réponse du secteur éducatif au VIH, et le renforcement des structures de soins et de soutien destinées aux apprenants et aux éducateurs (en particulier ceux qui vivent positivement avec le VIH).
- Faire connaître les TdR des réseaux à la CEEAC et à la CEMAC afin qu'elles apportent leur soutien formel à ces TdR et qu'elles contribuent à l'élaboration d'un plan de travail sous-régional pour aider les Etats membres à répondre à la pandémie (en se centrant sur le partage des informations, le développement des compétences techniques, la promotion des partenariats et la mobilisation des ressources).

- Renforcer les capacités des membres du réseau en matière d'échange et de partage d'informations. Dans un premier temps, les membres fourniront chaque mois au coordinateur du réseau des informations sur les activités VIH menées dans le secteur éducatif.
- Faciliter la formation d'un réseau sous-régional d'enseignants vivant positivement avec le VIH.
- Intégrer totalement la Guinée Equatoriale et São Tomé & Príncipe dans le réseau.
- Plaider auprès des gouvernements de la sous-région pour des politiques sectorielles de lutte contre le VIH.
- Organiser une réunion annuelle du réseau des points focaux pour l'Afrique Centrale.
- Participer à l'organisation d'une réunion des réseaux de points focaux VIH des ministères de l'Education de toute l'Afrique tous les 2 ans.

Réseau pour l'Afrique de l'Est

- Participer à la finalisation du rapport de l'analyse de situation effectuée par la CAE sous-régionale qui devra être présenté à la réunion du comité technique organisée par le Secrétariat de la CAE en mars 2009 (Arusha).
- Préparer avec la SADC une réunion initiale de consultation pour les Etats membres de la SADC en mars 2009, afin d'explorer les moyens de mettre en place un réseau de points focaux VIH dans les ministères de l'Education d'Afrique Australe.
- Organiser une rencontre entre les partenaires sous-régionaux de développement en juin 2009.
- Se rapprocher du Secrétariat de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) basé à Tunis en vue de relier les activités et les rapports du réseau aux structures et procédures de l'ADEA, afin de bénéficier d'un soutien multi-CER et de l'impliquer dans les activités du réseau. Un document de principes devra être préparé pour être soumis au Secrétariat de l'ADEA en avril 2009.
- Constituer des groupes thématiques pour améliorer l'efficacité des activités du réseau, notamment autour :
 - des enseignants vivant positivement avec le VIH
 - de l'accès à l'éducation des enfants orphelins et vulnérables
 - de l'élaboration, l'enseignement, le suivi et l'évaluation des compétences de la vie
 - l'intégration du VIH et de la SNS.
- Organiser une réunion annuelle du réseau de points focaux, laquelle sera précédée et pilotée par une journée de réunion de ces groupes thématiques.
- Mettre en place, avec l'aide des bureaux nationaux de la Banque mondiale, des réunions en vidéoconférence du réseau.
- Participer à l'organisation d'une réunion des réseaux de points focaux VIH des ministères de l'Education de toute l'Afrique tous les deux ans. Les membres ont proposé de tenir cette réunion deux jours avant la conférence ICASA pour permettre aux membres du réseau d'assister à ICASA et d'y défendre leur programme d'éducation.

Réseau pour l'Afrique de l'Ouest

- Etablir un comité de coordination du réseau et définir les TdR de son fonctionnement.
- Rechercher les possibilités d'une meilleure reconnaissance officielle et juridique du réseau et de son comité de coordination.
- Renforcer les liens avec la CEDEAO en diffusant plus largement les TdR des réseaux et des points focaux qui ont été élaborés pendant la Réunion annuelle 2008.
- Explorer les possibilités de financement au niveau sous-régional, y compris celles pouvant être fournies par l'EPT/FTI.

Bonnes pratiques dans les sous-régions

Les réseaux ont identifié un certain nombre d'exemples de bonnes pratiques dans leur sous-région.

Réseau pour l'Afrique Centrale

Cameroun : Intégration du VIH dans les programmes scolaires au niveau primaire et secondaire, et dans la formation des enseignants.

Congo : Intégration du VIH dans les programmes scolaires au niveau primaire et secondaire, et dans la formation des enseignants ; les enseignants suivent une formation sur l'utilisation du nouveau programme scolaire.

RDC : Elaboration d'une politique VIH sectorielle.

Tchad : Elaboration d'une politique en matière de SNS et VIH.

Réseau pour l'Afrique de l'Est

Erythrée : Une analyse de situation des conditions de santé des enfants scolarisés en Erythrée a été menée (2002) ; un plan stratégique de délivrance des services de santé et de nutrition en milieu scolaire a été élaboré à partir de l'analyse de situation (2004) ; un manuel de formation destiné aux enseignants, aux superviseurs et aux associations de parents (AP) a été réalisé (2004) ; tous les points focaux des écoles ont suivi une formation au niveau national, régional ou dans les établissements scolaires. Toutes les écoles d'Erythrée disposent de points focaux qualifiés dans le domaine de la santé. Autres exemples : diverses stratégies de communication sont utilisées dans les écoles, notamment la Communication pour le changement de comportement (CCC), l'Initiative à résultats rapides (RRI) et l'Initiative de communication Sara (SCI) ; l'apprentissage des compétences de la vie courante a été intégré dans le programme scolaire sous forme d'une matière séparée depuis le niveau élémentaire supérieur jusqu'au Niveau 12 ; enfin, l'enquête KABP sur les Connaissances, attitudes, croyances et comportements relatifs au VIH&SIDA et aux compétences de la vie courante a été effectuée et est prête à être partagée.

Ethiopie : Développement d'une politique nationale VIH&SIDA pour l'éducation composée de cinq thèmes stratégiques : prévention ; atténuation, soins et soutien aux apprenants, enseignants et personnels éducatifs vivant avec le VIH ; enseignement supérieur ; intégration de la réponse sectorielle dans la vie scolaire ; recherches. Le programme scolaire actuel, qui datait de 15 ans, a été révisé afin d'y inclure la réponse au VIH. Dans le programme précédent, l'éducation au VIH existait déjà sous forme intégrée depuis le Niveau 3 jusqu'au Niveau 12, mais le nouveau programme intègre désormais la formation au VIH à partir du Niveau 1 jusqu'au Niveau 12. Des activités de dialogue entre l'école et la communauté ont été initiées en vue de développer les connaissances et les compétences de la communauté comme celles des jeunes scolarisés. Deux enseignants et deux étudiants sont chargés de faciliter ces activités.

Kenya : Intégration des réponses au VIH dans 23 programmes d'investissement du KESSP (Programme kenyan de soutien au secteur éducatif) ; aide à l'éducation des 'enfants les plus vulnérables' (orphelins et autres enfants vulnérables) : bourses d'études ; élaboration d'un guide de gestion pertinent ; uniformes ; bureaux ; chaussures ; serviettes hygiéniques pour les filles ; mise en place d'une banque de données des écoles primaires présentant une forte prévalence de ces 'enfants les plus vulnérables' et formation de toutes les personnes impliquées dans la gestion de cette initiative. Le gouvernement soutient aussi KENEPOTE, une ONG d'enseignants vivant avec le VIH. Il a également instauré une matière séparée pour l'enseignement des compétences de la vie et du VIH, et prévoit d'en faire un sujet d'examen.

Malawi : Le ministère de l'Education, le Département du Développement International (DFID) et la Banque mondiale ont effectué une évaluation commune des efforts de prévention et d'atténuation du VIH mis en place dans le secteur éducatif ; le ministère de l'Education a installé des points focaux VIH dans les 34 districts et les 6 divisions de

l'éducation, avec pour cadre de travail les TdR. Le ministère tient également un répertoire de contacts pour tous les points focaux et a formé ces personnes sur différents sujets : rédaction de propositions et de rapports, mobilisation de ressources, mise en place de programmes et établissement de partenariats. T'LIPO, l'Association des enseignants vivant positivement avec le VIH&SIDA au Malawi, mène une opération de sensibilisation des autres personnels du secteur éducatif, centrée sur l'importance des services de CDV, la vie des personnes séropositives et les changements de comportements. De plus, le ministère a créé une base de données des enseignants vivant positivement pour apporter un soutien efficace aux membres de T'LIPO s'agissant de leur nourriture et des produits cultivés dans leurs jardins. Il a rendu l'éducation aux compétences de la vie courante obligatoire à tous les niveaux de l'enseignement. Il a aussi élaboré un outil de suivi du VIH&SIDA destiné à surveiller les interventions, les ressources ainsi que l'impact du VIH&SIDA sur le secteur éducatif.

Mozambique : Le Mozambique a décrété la gratuité de l'éducation primaire, une mesure qui va entraîner une hausse du nombre d'enfants 'les plus vulnérables' dans les écoles. Un groupe de travail ministériel interne à l'éducation, composé de tous les points focaux départementaux, a été mis en place pour suivre les réponses apportées au VIH au niveau national et dans les provinces. Les partenaires de développement participent également à ces groupes de travail. Il existe un système opérationnel de soins et de soutien pour les enfants orphelins et vulnérables dans le secteur de l'éducation. Le programme scolaire primaire 'pacheto basico' inclut la formation à la SNS et au VIH. Enfin le ministère a créé un programme de radio intitulé '*Mundo Sem Segredos*' (littéralement, 'Un monde sans secrets') qui diffuse des leçons de prévention du VIH pour les enfants d'âge scolaire.

Ouganda : Intégration des réponses au VIH dans l'Enseignement et la Formation post-primaires (PPET). Autres pratiques : conduite d'un audit sur la capacité de réaction au VIH dans les programmes de l'enseignement secondaire ; mise en place d'un projet pilote concernant le VIH&SIDA sur le lieu de travail dans le secteur éducatif et bon déroulement du Programme du lieu de travail ; intégration dans le secteur éducatif des principaux objectifs qui guident les programmes et les budgets, accélération de la réponse au VIH et nomination de points focaux dans chaque département du secteur de l'éducation.

Rwanda : Le ministère de l'Education a mené une étude pour évaluer l'impact du VIH&SIDA dans les écoles ; il a formé les membres des AP et les dirigeants locaux à la santé scolaire ; les directeurs d'établissements secondaires ont suivi une formation sur les conseils en matière de traumatisme. Le ministère a également engagé et formé des personnes pour faire office de point focal santé dans les écoles des districts. Il a élaboré un module de formation pour les Instituts de formation des enseignants, et l'a mis à disposition de tous les enseignants du primaire et du secondaire. Enfin, le ministère de l'Education a lancé un programme de radio sur la prévention au VIH pour les écoliers et les étudiants, et a entamé une évaluation des capacités des clubs anti-Sida.

Tanzanie continentale : L'Institut de l'Education de Tanzanie a révisé son programme pour inclure l'éducation au VIH&SIDA à tous les niveaux, depuis l'enseignement préprimaire jusqu'à l'enseignement supérieur ; il forme les enseignants de secondaire à intégrer les sujets liés au VIH&SIDA dans les matières qu'ils enseignent (par ex. biologie, instruction civique et enseignement général) ; il dispense aussi une formation sur l'éducation à la prévention du VIH auprès des apprenants malvoyants du primaire et du secondaire ; il apprend aux directeurs d'établissements secondaires à gérer efficacement la mise en œuvre des activités VIH dans leurs écoles ; et dispense aux formateurs et aux directeurs des Instituts de formation des enseignants une formation sur les matières incluant la prévention du VIH telles l'Instruction civique ou l'Enseignement général.

Zambie : Le ministère de l'Éducation a entamé une opération de promotion des services de CDV en rassemblant tous les enseignants et leurs familles dans chaque district pour leur offrir différents services de santé qui s'ajoutent aux services de CDV : vérification de la tension, du diabète, contrôle dentaire, paludisme et CDV, entre autres. Le ministère a également lancé un programme de traitement antirétroviral (TARV) avec les hôpitaux publics, par lequel 5 000 enseignants ont été placés sous TARV et plus de 140 formés à l'utilisation des TARV. Il a également constitué des groupes de soutien composés d'enseignants vivant avec le VIH&SIDA, qui s'apportent mutuellement des soutiens psychosociaux et mettent en place des projets générateurs de revenus, par exemple des plantations de légumes dans les jardins ou des groupes de théâtre. Enfin, le ministère fournit des compléments alimentaires aux enseignants vivant avec le VIH, et a instauré un programme de formation pour les soins à domicile des enseignants et des autres personnels du ministère de l'Éducation.

Zanzibar : Elaboration d'une stratégie VIH du secteur éducatif ; intégration du VIH dans le projet relatif aux écoles secondaires de Zanzibar, et nomination de points focaux VIH au niveau des districts.

Réseau pour l'Afrique de l'Ouest

Burkina Faso : Intégration d'une série de thèmes dans le programme scolaire portant sur l'éducation à l'environnement, l'eau, les installations sanitaires et l'hygiène, le VIH.

Côte d'Ivoire : Le VIH a été intégré dans l'enseignement primaire.

Gambie : Elaboration d'indicateurs de suivi et d'évaluation pour surveiller l'enseignement du VIH dans les groupes d'écoles.

Ghana : Un Modèle d'alerte sur le VIH/SIDA pour les écoles permet de contrôler si les écoles respectent une liste de 'normes minimales' approuvée par le gouvernement ; un certificat et un diplôme en santé reproductive ont été créés dans l'un des Instituts de formation des enseignants.

Guinée : 15 432 enseignants ont déjà suivi une formation continue sur la mise en place dans les classes d'activités liées au VIH dans quatre régions.

Libéria : Formation de 386 éducateurs pairs l'année dernière.

Mali : Définition d'une stratégie de communication sur le VIH appropriée à l'âge des élèves.

Niger : Intégration du VIH dans le programme des Instituts de formation des enseignants, et dans les établissements d'enseignement technique et professionnel.

Nigeria : Mise en place avec le Syndicat national des enseignants (NUT) de groupes de soutien pour les enseignants vivant avec le VIH.

Sénégal : Elaboration d'un plan d'action et d'un outil d'évaluation pour suivre et évaluer l'enseignement du VIH.

Sierra Leone : Réalisation d'un manuel d'éducation par les pairs sur le VIH.

Togo : Intégration du VIH dans certaines matières du programme scolaire des établissements secondaires (par ex. biologie ou sciences sociales).

Jour 3 : Vendredi 5 décembre 2008

Le troisième jour, tous les réseaux se sont retrouvés pour partager leurs expériences et les leçons qu'ils en avaient déduites. Ils ont identifié leurs problèmes communs et en ont discuté entre eux. Les membres des réseaux ont suivi des séances de formation sur l'intégration de la SNS et du VIH dans le cursus scolaire, le financement des activités VIH dans le secteur de l'éducation, l'EPT/FTI ainsi que sur le rôle des partenaires de développement dans l'évolution des réseaux.

Coordination et communication dans les réseaux

Tous ont convenu que les réseaux avaient besoin d'une bonne coordination pour fonctionner efficacement. De plus, les TdR des réseaux insistent spécifiquement sur la mise en place d'une communication efficace et d'un partage des informations au plan sous-régional. Dans cette optique, les réseaux ont passé un long moment à étudier les possibilités d'améliorer la coordination et la communication entre leurs propres membres, ainsi qu'entre les différents réseaux.

Réseau pour l'Afrique Centrale

Deux membres (les points focaux du Cameroun et de la RDC) ont été choisis pour coordonner de manière informelle les activités du réseau et rechercher avec la CEEAC de quelle façon celle-ci pouvait soutenir le réseau. Les membres du réseau ont également souligné la nécessité de donner au réseau une reconnaissance légale.

En vue d'améliorer l'efficacité de la communication et de la coordination interne dans le réseau, les activités suivantes ont été décidées :

- Création et diffusion d'un journal bisannuel (papier et électronique)
- Organisation de voyages d'études pour mieux partager les informations
- Si possible, renforcement des communications Internet entre les membres
- Utilisation plus effective de la section du site www.schoolsandhealth.org réservée au réseau pour, notamment, créer une base de données des activités dans les pays
- Adoption d'un cadre commun de collecte des informations et données disponibles (cf. questionnaire de l'enquête 2008)
- Mise en place d'une base de données sur les réponses des secteurs éducatifs au VIH dans les pays membres de la CEEAC.

Les membres du réseau ont indiqué qu'ils souhaitaient se rencontrer une fois par an, parallèlement à la réunion de toute l'Afrique organisée tous les deux ans afin de coïncider avec les réunions ICASA.

Réseau pour l'Afrique de l'Est

Afin de renforcer le dialogue entre les pays, les membres du réseau ont décidé de se réunir en plusieurs sous-groupes, correspondant à des thèmes différents, à l'intérieur du réseau. Chaque sous-groupe sera dirigé par un membre du réseau, et toutes les informations seront diffusées à l'ensemble du réseau. Le coordinateur global du réseau sera chargé de coordonner les responsables des équipes thématiques. Les thèmes suivants ont été proposés :

- i) Intégration SNS/VIH
- ii) Renforcement du soutien multisectoriel aux enseignants vivant avec le VIH et aux enfants orphelins et vulnérables
- iii) Analyse approfondie des capacités de la vie courante : portée, positionnement dans le programme scolaire, assurer et évaluer l'efficacité de l'enseignement et de l'apprentissage.

Les membres du réseau ont proposé de tenir une réunion annuelle, qui sera précédée d'une journée de rencontre entre les sous-groupes thématiques. A partir de 2009, parallèlement à la réunion du réseau, une réunion des secrétaires permanents sera organisée afin de les informer du travail effectué et des besoins du réseau. Une réunion des réseaux de toute l'Afrique a été proposée tous les deux ans, simultanément à ICASA.

Les pays d'Afrique Australe ont accepté de rester dans le cadre du réseau pour l'Afrique de l'Est jusqu'à ce qu'une décision claire soit prise concernant leur participation à un réseau indépendant pour l'Afrique Australe.

Le réseau pour l'Afrique de l'Est utilisera des modes de communication informels : courriers électroniques, téléphone, etc. Le site www.schoolsandhealth.org continuera à fournir le principal mode de communication virtuelle pour la sous-région, et les membres du réseau se retrouveront pour des réunions virtuelles trois fois par an. A côté de ces canaux informels de communication, les membres du réseau ont convenu d'utiliser des canaux plus officiels fournis dans le cadre des CER.

Réseau pour l'Afrique de l'Ouest

Les membres du réseau ont décidé de considérablement renforcer leurs activités en établissant un comité de coordination. Il a été convenu que la formation de ce comité serait la première priorité du Plan d'action 2009.

Le comité visera à :

- Superviser la coordination et le suivi des activités du réseau
- Fournir l'orientation et le soutien à la mise en place des programmes du réseau dans la région.

Il a été convenu que le comité serait élu pour deux ans, et qu'un nouveau comité serait élu lors de la prochaine réunion de la CEDEAO.

Le comité sera principalement chargé de collaborer étroitement avec les membres du réseau et les partenaires de développement au niveau sous-régional dans le but de :

- Coordonner et surveiller la préparation et la mise en place du Plan de travail annuel du réseau
- Aider à l'élaboration des politiques relatives au réseau
- Servir de centre de ressources et de référence pour les membres du réseau
- Organiser et superviser les réunions du réseau en collaboration avec ses partenaires
- Coordonner et mobiliser le soutien (financier et technique) des partenaires de développement pour mettre en route les activités du réseau
- Préparer des rapports d'activité complets tous les trimestres et tous les ans, et les présenter aux membres du réseau et aux partenaires
- Encourager les membres à utiliser efficacement les sites Internet du réseau.

Pour toutes ces activités, le comité collaborera essentiellement avec les partenaires qui soutiennent le réseau comme PCD, l'UNESCO-BREDA et la Banque mondiale ; ces partenaires joueront un rôle de conseillers auprès du comité.

Les pays suivants ont été sélectionnés pour participer au comité :

<i>Président :</i>	Nigeria
<i>Vice-président :</i>	République de Guinée
<i>Trésorier :</i>	Sénégal
<i>Secrétaire général :</i>	Gambie

Relations entre les réseaux, leurs donateurs et les Communautés économiques régionales

Suite à la réunion commune de l'IATT et des réseaux pendant la 2^{ème} Réunion annuelle des réseaux africains, les membres des réseaux ont discuté de leurs relations avec les partenaires de développement et des possibilités de renforcer le soutien fourni par ces partenaires et les CER aux activités des réseaux.

Réseau pour l'Afrique Centrale

Les relations entre le réseau et les partenaires de développement ont été qualifiées de minimales parce que les partenaires de développement opèrent au niveau national et non régional. Il est cependant évident que ces derniers ont un rôle important à jouer, en particulier en matière de soutien technique, matériel et financier. En vue de faciliter les relations entre le réseau et les partenaires de développement, il est indispensable que le réseau soit officiellement reconnu comme une entité légale.

Réseau pour l'Afrique de l'Est

Les membres du réseau ont discuté des avantages associés au renforcement de leurs relations avec les partenaires de développement, en particulier ceux concernant la pérennisation des procédures et de la structure du réseau. Les principaux bénéfices que pourraient apporter les partenaires sont liés à : leur capacité à générer des idées innovantes, fournir des informations, partager leurs expériences et leur expertise ; leur capacité à générer et/ou mobiliser des ressources humaines, matérielles et financières pour résorber l'impact du VIH ; et enfin, leur capacité à offrir des canaux de communication indispensables à la survie du réseau.

Le réseau a identifié plusieurs domaines thématiques majeurs qui pourraient être renforcés par des contacts avec des partenaires de développement : soutien des besoins éducatifs des enfants orphelins et vulnérables ; intégration du VIH dans la SNS et inclusion des deux secteurs dans les plans, le budget, les activités et les cadres de suivi et d'évaluation du secteur éducatif ; accroissement du soutien multisectoriel aux enfants orphelins et vulnérables, aux apprenants et aux enseignants contaminés ou affectés par le VIH ; renforcement des capacités dans le secteur éducatif ; harmonisation et amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage des compétences de la vie courante ; pérennisation de la mobilisation communautaire ; renforcement des réseaux sous-régionaux ; réalisation d'enquêtes d'évaluation des impacts ; et renforcement des connaissances permettant d'accompagner les processus FTI au niveau national.

Enfin, les membres ont proposé de conforter les partenariats entre les partenaires de développement et le réseau en les inscrivant dans le cadre des CER, par le biais de consultations et de négociations formelles ou informelles, par l'obtention de ressources (financières, humaines et en matériels), et en dupliquant les accords mondiaux entre l'IATT de l'ONUSIDA et le FTI au niveau sous-régional, sous la coordination des CER.

Réseau pour l'Afrique de l'Ouest

Les membres du réseau ont indiqué que la CEDEAO avait essayé dans le passé de fournir un soutien au réseau de points focaux. L'organisation avait, par exemple, permis la tenue d'une rencontre des points focaux VIH des ministères de l'Éducation de la CEDEAO à Abuja au Nigeria du 17 au 19 septembre 2008. Malheureusement, il n'y a aucun budget disponible pour soutenir les activités du réseau pendant cette année. Les membres du réseau ont instamment demandé à la CEDEAO de s'impliquer davantage dans les efforts du secteur éducatif pour prévenir et limiter l'impact du VIH dans la sous-région de la CEDEAO. Ils estiment notamment que la CEDEAO pourrait jouer un rôle crucial dans l'établissement de partenariats ainsi que pour la collecte et la diffusion de données et de bonnes pratiques.

S'agissant des autres partenaires de développement, les membres du réseau ont déclaré que ces derniers pourraient tenir une place centrale dans le renforcement des capacités du réseau, pour aider les pays à définir des lignes budgétaires consacrées aux activités du réseau et pour l'organisation de réunions entre les réseaux régionaux et inter-régionaux.

Séances de cours dispensées pendant la réunion de tous les réseaux

Divers cours ont été dispensés à l'ensemble des réseaux sur les sujets suivants : intégration de la SNS et du VIH dans la réponse du secteur de l'éducation ; déparasitage ; prévention du paludisme en milieu scolaire ; suivi et évaluation des activités de SNS ; financement des activités VIH dans le secteur éducatif ; EPT/FTI ; et rôle des partenaires de développement dans l'évolution des réseaux. Des discussions ont ensuite eu lieu entre les participants.

Intégration de la SNS et du VIH dans la réponse du secteur éducatif

Les interventions visant à permettre aux enfants d'accéder à l'éducation, de fréquenter l'école et d'y rester constituent des éléments cruciaux de la réponse du secteur éducatif au VIH. Parmi ces interventions, la plus rentable consiste à mettre en place des programmes de SNS incluant des services de santé en milieu scolaire, une éducation à la santé basée sur les compétences, la fourniture d'eau propre et d'installations sanitaires, et la mise en place de mesures relatives à la santé à l'école. Pour en savoir plus, se reporter au cadre Focaliser les Ressources pour une Santé Scolaire Efficace (FRESH). Les interventions en matière de santé et de nutrition ont le mérite, non seulement d'aider les enfants à rester scolarisés, mais également de jouer un rôle direct dans la capacité des jeunes à ne pas être contaminés par le VIH – meilleure alimentation, acquisition des compétences de la vie courante, connaissances sur la santé, tous ces facteurs sont importants. Dans cette optique, les membres du réseau ont demandé à consacrer une partie de la 3^{ème} Réunion annuelle à un cours plus approfondi sur la SNS, et à organiser une séance sur ce thème.

Paludisme : La contamination par le paludisme entrave les possibilités des enfants d'accéder à l'éducation et d'en retirer les bénéfices. Jusque récemment, on considérait que le secteur de l'éducation n'était pas en mesure de répondre efficacement aux problèmes de paludisme. Le Dr Simon Brooker de la London School of Hygiene and Tropical Medicine a présenté aux points focaux une version préliminaire de la *'Boîte à outils de contrôle du paludisme en milieu scolaire'* qui propose aux écoles une large gamme d'interventions et d'approches variées pour endiguer la contamination. Plusieurs points focaux présents ont accepté de passer en revue et de commenter cette boîte à outils.

Déparasitage : Les parasites affectent la scolarisation et le maintien à l'école des enfants, et peuvent avoir des conséquences sur leurs fonctions cognitives et leur QI. Le Dr Lesley Drake de l'Imperial College de Londres a exposé une nouvelle initiative mondiale de déparasitage intitulée *'Deworm the World'* qui permet à de nombreux pays d'Afrique subsaharienne² et à leurs ministères de l'Éducation de bénéficier de médicaments, de l'expertise technique et de la formation nécessaires pour mener des programmes de déparasitage simples, mais très efficaces, à l'échelon national.

Le cadre FRESH a été inauguré pendant le Forum mondial de l'éducation de Dakar au Sénégal en 2000, avec pour premiers partenaires l'UNESCO, l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'OMS et la Banque mondiale. Grâce au Cadre d'action de

² Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Mozambique, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie et Zambie.

Dakar, qui décrit la santé comme *une contribution et une condition nécessaires à l'apprentissage*, et au cadre FRESH, un groupe d'activités efficaces et économiques, parmi lesquelles figurait le déparasitage, a été promu comme instrument pouvant contribuer à la réalisation des promesses de l'EPT.

Deworm the World est une coalition mondiale initiée par *Young Global Leaders of the World Economic Forum*, qui plaide en faveur de la rentabilité remarquable du déparasitage en milieu scolaire, considéré comme une intervention éducative. La coalition s'est engagée à atteindre l'objectif fixé par l'OMS d'une *administration régulière d'une thérapie chimique à au moins 75 % des enfants d'âge scolaire confrontés à un risque mortel d'ici 2010*.

Deworm the World aide aujourd'hui les pays à développer des programmes durables de déparasitage en milieu scolaire, à grande échelle, menés sous la houlette du secteur de l'éducation. Lors de la Réunion annuelle des réseaux de points focaux VIH du secteur de l'éducation en Afrique, plusieurs nations, dont la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigeria, le Sénégal et la Sierra Leone ont exprimé leur souhait de coopérer avec *Deworm the World* pour mettre en place des programmes de déparasitage en milieu scolaire sur leurs territoires.

Deworm the World fournira une assistance techniques pour aider les points focaux et les équipes nationales à élaborer des plans incluant :

- i. d'utiliser dans un premier temps, pour identifier les zones géographiques concernées, la 'carte de prévalence des parasites en Afrique subsaharienne' du Dr Simon Brooker
- ii. de distribuer des cachets
- iii. de dispenser une formation et des capacités techniques.

Le message du Dr. Lesley Drake a été confirmé par le Dr. Antonio Montessoro de l'OMS, qui a parlé de l'impact des parasites sur la santé et l'éducation des enfants et du soutien que l'OMS pouvait apporter aux pays désireux d'établir ces programmes. Pour en savoir plus, consulter le site <http://www.dewormtheworld.org>.

Suivi et évaluation des programmes de SNS : Il s'agit d'une tâche souvent difficile à accomplir pour les pays et les agences. Le Dr Michael Beasley de PCD a présenté une initiative émanant de plus d'une vingtaine d'agences partenaires de FRESH, lesquelles ont réalisé un Cadre générique de suivi et d'évaluation de la santé et la nutrition scolaire (*Generic Monitoring and Evaluation Framework for School Health and Nutrition*). Il vise à fournir aux pays un ensemble d'outils simples qui les aideront à évaluer efficacement les programmes en œuvre. Cette séance répond au souhait exprimé par les points focaux durant la réunion annuelle 2008 des réseaux, où les points focaux avaient demandé au groupe des partenaires de développement de leur proposer des indicateurs appropriés pour effectuer le suivi et l'évaluation de la SNS.

Le Dr. David Ross de la London School of Hygiene and Tropical Medicine a souligné la nécessité d'une évaluation efficace des programmes en évoquant une évaluation d'impact sur un programme de prévention du VIH en milieu scolaire, qui a été faite en Tanzanie sous le nom '*Mema kwa vijana*'. L'étude souligne que l'impact positif des interventions sur les attitudes et le comportement des jeunes n'est pas toujours certain, et que, si l'on veut que les ressources soient bien employées, il est indispensable d'évaluer soigneusement les activités menées.

Evaluation des financements versés par la Banque mondiale aux initiatives VIH du secteur de l'éducation

Cette séance a été présentée par ActAfrica, qui a rappelé que 39 % des projets concernant le VIH financés par la Banque mondiale étaient menés dans le secteur de l'éducation. Les différents ministères des Finances et les directeurs nationaux jouent un rôle majeur dans l'allocation des ressources de la Banque mondiale – le ministère des Finances négocie avec la Banque mondiale et les directeurs nationaux sur la base de la Stratégie d'assistance au pays (CAS), du Cadre des dépenses à moyens terme (CDMT) et du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).

Différentes procédures permettent aux points focaux des ministères de l'Education d'accéder aux fonds de la Banque mondiale :

- Les points focaux peuvent participer à la préparation de nouveaux projets éducatifs financés par la Banque mondiale pour veiller à l'inclusion du VIH dans le projet.
- Les points focaux et les autorités du ministère de l'Education peuvent explorer les projets existants dans le secteur éducatif et le DSRP, et justifier auprès du ministère des Finances la nécessité de réaffecter des fonds pour lutter contre le VIH (c.-à-d. convaincre le ministère des Finances de l'importance stratégique de la lutte contre le VIH&SIDA dans le secteur éducatif).
- Les points focaux peuvent aussi prendre part aux préparatifs des nouveaux projets VIH nationaux lancés par la Banque mondiale (Commission nationale de lutte contre le Sida – CNLS), le Fonds mondial (Mécanisme national de coordination – CCM), le ministère de la Santé ou des partenaires comme l'ONUSIDA.

Processus EPT/FTI

Robert Prouty, directeur du Secrétariat de l'EPT/FTI, a expliqué comment les pays pouvaient bénéficier des ressources du FTI pour renforcer leurs programmes SNS et VIH. Il a évoqué la nécessité et l'avantage de travailler au-delà des frontières sectorielles, au niveau du pays entier, car le partenariat EPT/FTI définit les priorités politiques et financières à l'échelon du pays. Une information intéressante, car de récentes analyses indiquent que seuls quelques rares gouvernements ont élaboré des plans sectoriels de l'éducation contenant des éléments élaborés sur le VIH&SIDA.

L'importance du soutien, à la fois financier et technique, du groupe local de l'éducation a été soulignée.

Les fonds suivants sont disponibles pour le secteur de l'éducation par le biais du partenariat FTI :

- (i) Ressources intérieures ;
- (ii) Donateurs bilatéraux et multilatéraux (dont l'Association internationale de développement – IDA ;
- (iii) Donateurs (y compris du secteur privé) et fondations;
- (iv) Fonds catalytique du FTI.

Jour 4 : Samedi 6 décembre 2008

Suite aux discussions de la veille, cette journée fut consacrée à explorer le rôle que pourraient jouer les fonds de l'EPT/FTI pour accélérer les réponses du secteur éducatif au VIH et renforcer la SNS dans toute l'Afrique subsaharienne.

Le directeur du Secrétariat de l'EPT/FTI a expliqué qu'il existait trois fonds gérés par le FTI qui seraient accessibles aux pays de la région Afrique : le Fonds de développement de programmes d'éducation (FDPE) qui fournit un soutien pour développer les capacités et partager les connaissances, le Fonds Catalytique qui apporte un soutien substantiel à long terme pour la mise en place des programmes, et le Fonds de transition de l'éducation, une nouvelle source de financement qui sera gérée par l'UNICEF et aidera les pays émergeant d'un conflit ou confrontés à d'autres difficultés susceptibles d'entraver leur développement, à entamer un processus complet de planification du secteur de l'éducation.

Les points focaux ont ensuite eu la possibilité de poser des questions concrètes. Les discussions qui suivirent la présentation concernaient la manière dont les pays et les réseaux pouvaient accéder au soutien et aux financements du FTI.

Les actions suivantes ont été recommandées :

- Dans les pays approuvés par le FTI, les points focaux doivent se procurer une copie de leur Plan stratégique d'éducation (ESP), examiner ses composants SNS et VIH et s'assurer que l'ESP est effectivement mis en place actuellement. Si le plan ne contient aucun élément SNS ou VIH, les points focaux devront rencontrer les autorités compétentes pour discuter de l'intégration de ces éléments à l'occasion de la révision annuelle organisée dans tous les pays partenaires du FTI.
- Dans les pays non approuvés par le FTI, les points focaux doivent faire connaître le FTI aux autorités compétentes et les inciter à envisager de demander le soutien du FTI. Dans le cas où il n'existe pas d'ESP, le pays peut demander au FDPE de l'aider à élaborer un ESP afin d'obtenir ensuite l'approbation. Les points focaux sont invités à demander conseil auprès des coordinateurs SNS et VIH de la Banque mondiale au niveau de la sous-région pour connaître les procédures de la Banque mondiale à suivre.
- S'agissant du soutien aux réseaux en tant qu'entités indépendantes, il a été convenu que les coordinateurs SNS et VIH de la Banque mondiale au niveau de la sous-région allaient réfléchir et étudier les possibilités d'approcher le FTI pour lui demander son soutien et un financement au niveau des sous-régions, dans la mesure où le processus FTI fonctionne à l'échelle des pays.
- Le Secrétariat du FTI enverra aux participants, par l'intermédiaire des coordinateurs SNS et VIH de la Banque mondiale, la liste des agences de coordination du FTI dans les différents pays.

La voie à suivre en 2009

Conclusions

Depuis la 2^{ème} Réunion annuelle des réseaux africains de points focaux, des avancées significatives ont été réalisées dans les stratégies de communication et de coordination employées par les réseaux. La création de comités de coordination (comme dans le Réseau pour l'Afrique de l'Ouest et la Mauritanie) et la collaboration plus étroite avec les CER (comme l'analyse de la situation sous-régionale des activités du secteur éducatif dans les Etats membres de la CAE) constituent de bonnes pratiques qui mèneront ultérieurement à une officialisation et un renforcement de l'indépendance des réseaux de points focaux.

Les problèmes communs des réseaux subsistent. Ils concernent l'organisation et la coordination lorsque les relations avec les CER ne sont forcément établies mais que des mécanismes informels de coordination sont à l'œuvre. Les moyens informels de communication ont été renforcés grâce au remaniement des sections réservées aux réseaux sur le site Internet www.schoolsandhealth.org. Malheureusement certains points focaux voient leurs efforts entravés par des obstacles technologiques, et leurs difficultés d'accès à l'Internet les empêchent d'établir des contacts plus actifs avec leurs confrères dans le réseau (par ex. en Afrique Centrale). Le développement des interactions entre les points focaux à travers les sites de leurs réseaux (par ex. la publication de matériels et d'informations) cimenterait les modes de communication informels et ouvrirait la voie à une communication plus formelle entre eux.

Les ministères de l'Education ont réalisé d'immenses progrès pour renforcer leur réponse au VIH, comme le démontre le rapport *'Accélération de la réponse du secteur éducatif au VIH/SIDA en Afrique subsaharienne : Bilan de cinq ans 2002 – 2007'*, et on assiste à un mouvement visant à intégrer les activités VIH et SNS dans le cursus scolaire. Certains membres des réseaux ont mieux réussi dans ce domaine que d'autres. Des recommandations sur les meilleurs moyens de faciliter ce processus sont disponibles au niveau sous-régional et il est possible de dupliquer le modèle de l'Analyse de situation des réponses du secteur éducatif au VIH et à la SNS dans les Etats membres de la CAE à d'autres pays du réseau de l'Afrique de l'Est ainsi qu'à d'autres réseaux.

Les secteurs de l'éducation savent désormais mieux comment accéder aux financements disponibles au plan national pour lutter contre le VIH en vue d'accélérer leur réponse à la pandémie ; mais il semble que certains canaux de financement ne soient pas encore totalement accessibles et les partenaires de développement se sont engagés à travailler avec les ministères de l'Education en 2009 pour explorer ces possibilités. La mise à disposition des réseaux d'un fonds leur permettant d'intensifier leurs activités au niveau sous-régional constituerait une avancée significative en direction d'une officialisation de ces réseaux. Les discussions avec le Secrétariat de l'EPT/FII en 2009 en vue d'explorer les possibilités de financement pour soutenir les activités au niveau sous-régional, seront capitales.

Recommandations proposées et adoptées par les points focaux

Voici les recommandations qui ont été proposées et adoptées par les points focaux lors de la réunion des réseaux africains à Dakar, Sénégal, du 3 au 6 décembre 2008.

Réseaux

- Les réseaux devraient organiser des réunions en vue d'établir un dialogue officiel avec la CER au sujet du soutien qu'ils lui demandent, à l'instar de ce que vient de faire le réseau de la CEDEAO.
- L'équipe de facilitation Accelerate va collaborer avec les pays d'Afrique Australe et la SADC pour discuter des possibilités de développer un réseau de points focaux sur le même modèle en Afrique Australe. Dans un premier temps, il conviendra d'organiser une rencontre entre tous les acteurs. Afin de faciliter les discussions avec les Etats membres en Afrique Australe, la Banque mondiale va s'engager au niveau des pays par l'intermédiaire des responsables des équipes de travail concernées.

Points focaux

- Les points focaux devraient passer en revue les composants SNS et VIH des ESP et s'assurer que l'ESP est effectivement mis en place actuellement. Si le plan ne contient aucun élément SNS ou VIH, les points focaux devront rencontrer les autorités compétentes pour discuter de l'intégration de ces éléments à l'occasion de la révision annuelle organisée dans tous les pays partenaires du FTI.
- Dans chaque pays, les points focaux devraient rencontrer le partenaire de développement chargé de coordonner l'action du FTI pour le groupe de donateurs du secteur de l'éducation, en vue de faire connaître au partenaire l'existence et l'action du réseau, et d'obtenir son soutien. Ils devront transmettre au Groupe local de l'éducation les TdR des points focaux et des réseaux ainsi que toutes leurs publications. Dans les pays non approuvés par le FTI, ils devront rencontrer le principal bailleur.
- Dans chaque pays, les points focaux devraient rencontrer le coordinateur national d'ONUSIDA pour lui expliquer en détail l'action menée contre le VIH dans le secteur éducatif par le réseau et les points focaux. Ils devront transmettre au coordinateur national d'ONUSIDA les TdR des points focaux et des réseaux ainsi que toutes leurs publications.
- Faire connaître les TdR des points focaux aux ministères de l'Education.
- Les fructueuses répercussions de la diffusion du film *Courage et Espoir* au Sénégal pendant ICASA 2008 – qui a conduit à la création d'un réseau de soutien aux enseignants séropositifs au Sénégal – ont amené certains points focaux à proposer d'utiliser le film *Courage et Espoir* pour stimuler le débat dans leur pays. Effectivement, les points focaux pourraient utiliser le film pour plaider auprès du ministère de l'Education de leur pays en faveur de la création d'un réseau de soutien. Pour obtenir une copie du film, veuillez contacter les Services de conseils à l'éducation de la Banque mondiale à l'adresse eservice@worldbank.org.
- Les points focaux devraient transmettre ce rapport aux autorités du ministère de l'Education afin que celles-ci puissent l'utiliser pour demander au ministère des Finances un soutien financier plus important pour la santé, la nutrition et le VIH en milieu scolaire.

Ministères de l'Education

- Les pays ne reconnaissent pas toujours le rôle majeur du secteur éducatif en matière de santé et de VIH. Les autorités du ministère de l'Education devraient utiliser ce rapport pour contribuer aux efforts de plaidoyer et appuyer les demandes de financements plus conséquents pour la santé, la nutrition et le VIH en milieu scolaire adressées au ministère des Finances.

Communautés économiques régionales

- Les représentants des CER ayant assisté à la réunion devraient faciliter le dialogue avec les réseaux, par exemple en hébergeant les réunions du comité de coordination des réseaux.

Partenaires de développement

- Soutenir le dialogue entre les réseaux et les CER par des ressources financières et matérielles.
- Collaborer avec le Secrétariat de l'EPT/FTI en vue d'explorer les possibilités de financement des activités supranationales, et réfléchir au rôle du FDPE et du Fonds Catalytique.
- Fournir un support technique et une aide financière aux réseaux pour la tenue de leurs réunions annuelles et bisannuelles.
- Se montrer prêt à dialoguer avec les points focaux et les réseaux au niveau national et régional.
- La Banque mondiale est invitée à publier le rapport intitulé *Accélération de la réponse du secteur éducatif au VIH/SIDA en Afrique subsaharienne : Bilan de cinq ans 2002 – 2007* au nom des trois réseaux en incluant les logos des réseaux, et à prendre contact avec les autres partenaires de développement pour ajouter aussi les logos de PCD, de l'ONUSIDA, de l'UNESCO-BREDA, de l'UNICEF et de la Banque mondiale dans le rapport.
- *De worm the World* apportera une assistance technique aux points focaux et à leurs équipes nationales afin de les aider à élaborer des plans pour implanter des programmes de déparasitage dans les écoles de leur région.

Références

- Bärnighausen, T., V. Hosegood, I.M. Timaeus, and M. Newell. The socioeconomic determinants of HIV incidence: evidence from a longitudinal, population-based study in rural South Africa. *AIDS*, 2007. 21 (suppl 7):S29–S38.
- de Walque, D. *How does the impact of an HIV/AIDS information campaign vary with educational attainment? Evidence from rural Uganda*. 2002, the World Bank, Development Research Group: Washington D.C.
- de Walque, D., J.S. Nakiyingi-Miir, J. Busingye, and J.A. Whitworth. Changing association between schooling levels and HIV-1 infection over 11 years in a rural population cohort in south-west Uganda. *Tropical Medicine and International Health*, 2005. 10(10):993-1001.
- GCE. *Learning to survive: How education for all would save millions of young people from HIV&AIDS*. 2004, GCE: Belgium.
- Hargreaves, J.R., L.A. Morison, J.C. Kim, C.P. Bonell, C.P., *et al.* The association between school attendance, HIV infection and sexual behaviour among young people in rural South Africa. *Journal of Epidemiology and Community Health*, 2007. 000: 1-8.
- Kelly, M.J. *Planning for Education in the context of HIV/AIDS*. 2000, UNESCO: International Institute for Educational Planning: Paris.
- World Bank. *Education and HIV&AIDS: A window of hope*. 2002. The World Bank: Washington D.C. (Also published as an Executive Summary).

Annexes

Annexe 1 : Programme et horaires

Réunion des points focaux VIH du ministère de l'Éducation (Réunion des réseaux de points focaux) : Hôtel Ngor Diarama, 3 – 6 décembre 2008

Heure	Date et Activités	Responsable
Jour 0 : Mardi 2 décembre 2008		
Toute la journée	Arrivée des participants (Points focaux, TLWH, Représentants des CNLS, Syndicats d'enseignants et délégués des Communautés Economiques) Réunion des organisateurs de la rencontre	Fahma
Jour 1 : Mercredi 3 décembre 2008		
8.00 – 11.30	Participation aux sessions ICASA de votre choix	
11.30 – 12.30	Inscription et préparation de la session satellite	Fahma
13.00 – 16.00	Lancement et conférence de presse : <i>Courage et Espoir</i>	Anthi, Tara, Lucy
Toute la journée	Arrivée des participants (TLWH, Représentants des CNLS, Syndicats d'enseignants et délégués des Communautés Economiques)	Fahma
Jour 2 : Jeudi 4 décembre 2008		
	PRÉSIDENT DE SÉANCE : SÉNÉGAL Rapporteurs : NIGERIA et SIERRA LEONE	
08.00 – 8.30	Allocution de bienvenue et présentation des participants	PCD/CEDEAO/ UNESCO/UNICEF/ Banque mondiale/ Ministère de l'Éducation Sénégal
08.30 – 8.45	Cérémonie d'ouverture	Ministère de l' Éducation
08.45 – 9.00	Photo de groupe	Anthi/Fahma
	<i>Les réseaux se rendent dans les différentes salles de réunion</i>	
09.00 – 9.15	Rapport du coordinateur du réseau	Coordinateur du réseau
09.15 – 10.15	Brèves présentations des pays (5 minutes par pays), discussions et éclaircissements - Réponse aux recommandations - Nouvelles activités dans le secteur de l'éducation - Aboutissements : Rapport de la CEDEAO	Focal Points
10.15 – 10.30	<i>Pause café</i>	<i>Hôtel</i>
	PRÉSIDENT DE SÉANCE : GAMBIE Rapporteurs : BURKINA FASO et NIGER	
10.30 – 10.40	Revue des Plans d'action 2008	Coordinateur
10.40 – 11.45	Elaboration des plans d'action des réseaux pour 2009	Animateurs
11.45 – 12.15	Rapport et consolidation du Plan d'action 2009	Animateurs/ Rapporteurs
12.15 – 12.30	Amendement et adoption du Plan d'action	Participants
12.30 – 13.00	Mise en oeuvre du Plan d'action 2009 – Financement, etc.	Participants
13.00 – 14.00	<i>Pause déjeuner</i>	<i>Hôtel</i>
	PRÉSIDENT DE SÉANCE : GUINÉE Rapporteurs : LIBÉRIA et GHANA	

Heure	Date et Activités	Responsable
14.00 – 15.00	Présentation effectuée par la CER – La situation régionale en matière de soutien au secteur de l'éducation. – Rôles et responsabilités des principaux partenaires de développement (présentation et discussions)	CEDEAO
15.00 – 15.45	Travail en groupe : Redynamisation du réseau	Animateurs
15.45 – 16.00	Séance plénière : Rapport sur le travail en groupe (3 groupes – 5 minutes chacun)	Participants
16.00 – 16.30	<i>Pause café</i>	<i>Hôtel</i>
16.30 – 16.45	Création officielle de l'équipe de coordination du réseau	Participants
16.45 – 17.45	Travail en groupe : Résumé : Bonnes pratiques dans la région (4 groupes thématiques)	Points focaux
17.45 – 18.00	Préparation de la réunion générale du lendemain (rapport à préparer pour le lendemain) et clôture de la journée	Points focaux
Jour 3 : Vendredi 5 décembre 2008		
	PRÉSIDENT DE SÉANCE : SÉNÉGAL Rapporteur : CAMEROUN et ZAMBIE	
08.00 – 08.30	Inscriptions	
08.30 – 10.00	Séances plénières : Présentation des rapports - Description et discussion de la situation dans les pays depuis Nairobi 2007 (3 réseaux – réseaux de l'Afrique de l'Ouest, de l'Est et Centrale) - Situation en Afrique Australe	Points focaux
10.00 – 10.30	<i>Pause café</i>	<i>Hôtel</i>
	PRÉSIDENT DE SÉANCE : MALAWI Rapporteur : RDC et BURKINA FASO	
10.30 – 12.30	Santé scolaire - Boîte à outils de lutte contre le paludisme - Deworming the World - Suivi et évaluation de la SNS et du VIH&SIDA - Tanzanie - Présentation des résultats du projet 'Mema kwa vijana' ¹	Animateurs
12.30 – 13.30	<i>Pause déjeuner</i>	<i>Hôtel</i>
	PRÉSIDENT DE SÉANCE : GHANA Rapporteur: KENYA et TCHAD	
13.30 – 15.00	Discussions avec les partenaires de développement - Secrétariat EPT/FTI - IATT - ActAfrica - UNESCO/Teacher Training in sub-Saharan Africa (TTISSA) - SADC	Secrétariat EPT/FTI
15.00 – 16.00	Prochaines étapes Travail en groupe : - La consultation à l'échelle du continent africain est-elle nécessaire ? - De quoi ont besoin les réseaux pour fonctionner efficacement ?	Réseaux
16.00 – 16.30	<i>Pause café</i>	<i>Hôtel</i>
16.30 – 17.00	Présentation des rapports du travail en groupe	Points focaux

¹ Un programme sur la santé reproductive et sexuelle des adolescents, dispensé dans des écoles, des centres de soins et des communautés de la région de Mwanza en Tanzanie.

Heure	Date et Activités	Responsable
17.00 – 17.30	- Publication des rapports: Rapport Accelerate et Rapport de l'enquête des points focaux	
17.30	Récapitulatif et clôture de la réunion	Animateurs
Jour 4 : Samedi 6 décembre, 2008		
09.00 – 12.00	Rencontre avec le Secrétariat de l'EPT/FTI	Secrétariat EPT/FTI
12.00 – 14.00	Discussions individuelles spécifiques à chaque pays	Secrétariat EPT/FTI

Annexe 2 : Liste des participants

Liste des participants de la réunion des Réseaux de points focaux VIH des ministères de l'Education : 3 – 6 décembre 2008, Dakar, Sénégal

I: POINTS FOCaux

A. RESEAU POUR L'AFRIQUE CENTRALE

Angola

Absent

Cameroun

Désiré AROGA

PF VIH/SIDA MINEDVB

Ministère de l'Education de Base

Tél. +237 776 193 30

+237 999 702 38

E-mail desir_aroga@yahoo.fr

Elisabeth TENLEP

PF VIH/SIDA MINESEC

Tél. +237 777 304 41

+237 220 099 10

E-mail elitenlep@yahoo.fr

Congo

Clotilde MOUNTHOUD-BANTHOUD

Coordinatrice ULSMEPSA

Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, Chargé de l'Alphabétisation

7, rue Sangha la Poudrière

Tél. +242 551 95 51

+242 653 24 35

E-mail mounthoud2003@yahoo.fr

Andrée Sylvie BOULHOUD

Coordinatrice ULSMETP

Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel

Tél. +242 538 48 62

+242 979 21 19

E-mail sylandre2003@yahoo.fr

Guinée Équatoriale

Absent

République Centrafricaine

Raymond M. SEKELA

Ministère de l'Education Nationale ;

BP : 35 Bangui, République Centrafricaine

Tél. +236 61 74 16

Fax. +236 61 41 50

E-mail raymondsek2006@yahoo.fr

RDC

Kabala Christine NEPA NEPA
Directrice EVF, Point Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et professionnel,
2, Avenue des Ambassadeurs
BP : 14 Kinshasa – Gombe G.C.
République Démocratique du Congo
Tél. +242 810 696 896
+242 898 227 740
E-mail nepanepakabala@yahoo.fr

Gabon

Mavioga Roger NZAMBA
Coordinateur GDLUSIMEN
Ministère l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur,
BP : 6813 Libreville
Tél. +241 715 9034
+241 683 8852
E-mail nzambamavioga@yahoo.fr

Tchad

Dermbaye MBAÏRO
Coordinateur CLS/REN
Cellule de Lutte contre le VIH/SDA
Ministère de l'Education Nationale (CLS/MEN)
Secrétariat Général du Ministère de l'Education Nationale
BP : 743 - N'djamena
Tél. +235 628 10 72
+235 995 81 40
E-mail mdermbaye@yahoo.fr

B. RESEAU POUR L'AFRIQUE DE L'EST

Burundi

Absent

Erythrée

Abraham RUSSOM ALMEDOM
Director, Curriculum Planning and Development
Ministry of Education
Department of General Education
P.O.Box 1056
Asmara, Eritrea
Tél. +291 1 202 817
+291 1 119 977
+291 1 117 268
Fax. +291 1 201 659
E-mail abraham_russom@yahoo.com

Ethiopie

Hadish WOLDEMICHAEL
Senior Expert for Education Sector of HIV/AIDS
Ministry of Education
P.O.Box 1367

Tél. +251 0111553133
+251 0911729157
Fax. +251 0111551093
E-mail hadishgetensay@yahoo.com

Kenya

Francis KIMOSOP
HIV/AIDS Coordinator
Tél. +254 721 594 138
E-mail kmspkorir@yahoo.com

Magdalene MWELE
Programme Officer
AIDS Control Unit
Tél. +254 726 039 632
+254 20 211 746
Fax. +254 202 11818
E-mail magdalenenussau@yahoo.com
tscacu@yahoo.com

Ouganda

Aggrey KIBENGE
Principal Assistant Secretary
Ministry of Education and Sports
P.o. Box 7063
Kampala, Uganda
Tél. +256 414 258 429 (office)
+256 772 610 176 (mobile)
Fax. +256 414 340 685 / 230 437 / 234 920
E-mail akibenge@education.go.ug
kibenge@hotmail.com

Rwanda

Viviane Mukanyirigira NIYIBIZI
School Health Programme Manager
Tél. +250 830 2302
E-mail mukaviviane@yahoo.fr

Tanzanie

Letitia SAYI
HIV&AIDS Education Programme Coordinator
Tél. +255 22 212 2373 (office)
+255 784 34 1491 (mobile)
E-mail drlsayi@yahoo.com

Zanzibar

Hassan Juma MUHSIN
Focal Person
Tél. +255 773 170 389
E-mail rehassjuma@yahoo.co.uk

C. RESEAU POUR L'AFRIQUE AUSTRALE

République d'Afrique du Sud

Faith KUMALO
Chief Director: Health in Education
Tél. +271 2312 5034
E-mail kumalo.f@doe.gov.za

Madagascar

Absent

Malawi

Oscar MPONDA
HIV & AIDS Coordinator
Ministry of Education
Private Bag 328
Lilongwe 3
Tél. +265 178 8612 (office)
+265 831 5600 (mobile)
E-mail oscarmonda@yahoo.co.uk

Mozambique

Teadora Magaia CASSAMO
HIV&AIDS and SH Departmental Head
Tél. +258 21 490 925 (office)
+258 828 042 080 (mobile)
E-mail Teodora.Cassamo@mec.gov.mz

Swaziland

John Sicelo HLOPHE
E-mail johnsicelo@yahoo.co.uk

Zambia

Paul CHANDA
Focal Person
Tél. +260 251 315 (office)
+260 977 824 987 (mobile)
E-mail paulmbotwa@yahoo.com

D. RESEAU DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin

Absent

Burkina Faso

Perpetue KOMI
IEPD: Inspectrice
Tél. +226 7046 15 35 (mobile)
+226 7665 26 22
E-mail ayereou_delph@yahoo.fr
comparap@yahoo.fr

Gabrielle BANDRE
Coordinatrice CMLS/MESSRS
Tél. 780 89 350
E-mail bgabo2004@yahoo.fr
bgabo@yahoo.fr

Cap Vert (Cabo Verde)

Absent

Côte d'Ivoire

Yao Faustin KOFFI
MENMINISTERE DE
L'EDUCATION NATIONALE
20 BP 1471 Abidjan 20
E-mail faustin_ky@yahoo.fr

Gambie

Amicoleh MBAYE
Principal Education Officer - Life Skills (HIV/AIDS Coordinator)
Department of State for Basic and Secondary Education
Willy Thorpe Place Building
Banjul, The Gambia
Tél. +220 4227621 (office)
+220 9909400 (mobile)
+220 7717716 (mobile)
Fax. +220 4224180Tél.
E-mail mbyeame@yahoo.co.uk

Ghana

Hilda EGHAN
HIV & AIDS Coordinator
Ministry of Education, Science and Sports
Tél. +233 21 661 454
+223 277 425 198
Fax. +233 21 679 353
E-mail hilgan2003@yahoo.co.uk

Guinée

Balla CAMARA
Directeur Santé Scolaire
Point focal pour la lutte contre le VIH/SIDA
Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Education civique
(MEPU-ECBP 781 – Conakry)
E-mail camarama52@yahoo.fr

Guinée-Bissau

Absent

Libéria

Charsley Korchie KUMBLY
HIV Coordinator
School Health Division/MDE
P.O. Box 9012
Monrovia Liberia
Tél. +231 6574 678
E-mail ckumbly2000@yahoo.com

Mali

Fatoumata Doumbia KIETA

Chef Volet Santé Scolaire
Tél. +231 667 387 26
E-mail ftoumatasibiry@yahoo.fr

Mauritanie

Absent

Niger

Attamaka KARIMOU
Point Focal
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur, de la Recherche et de la Technologie
Tél. +227 9614 1388
E-mail attamkarim@yahoo.fr

Younoussa M. GOUMEY
Point Focal
Tél. +227 272 351
+227 9380 4215 (mobile)
E-mail gyounoussi@yahoo.fr

Nigeria

Zulaikatu Usman MOMODU
Deputy Director HIV&AIDS Branch
Federal Ministry of Education
Phase 3, Tower G, RM809
Federal Secretariat Complex
Central Area
Abuja- Nigeria
Tél. +234 8033 492 427
E-mail zumsmomodu@yahoo.com

Sénégal

Malick SEMBENE
Directeur Santé Scolaire
Ministère de l'Education
PoBox 5252, Dakar, Fann, Senegal
Tél. +221 776 396103
+221 338 24 86 59
E-mail msembene@refer.sn

Ababacar Gaye FALL
Focal Point
E-mail babsfall@hotmail.com

Sierra Leone

Maybelle A. GAMANGA
Assistant Director/HIV/AIDS Focal Point
Ministry of Education, Youth & Sports
New England
Freetown, Sierra Leone
Tél. +232 335 40465 (mobile)
+232 765 51133
E-mail amgamanga@yahoo.com

Togo

Tagone NAKO

Point Focal MEPSA

Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire

Directeur des Examens et Concours/ Point Focal VHI/SIDA du dit Ministère

BP : 986 Lomé, Togo

E-mail tagonenako@yahoo.fr

Ayité TOTAH

Point Focal - Enseignement Technique et Formation Professionnelle

Tél. +228 947 8939

+228 929 9938

E-mail totah16@yahoo.fr

II. AUTRES PAYS

Côte d'Ivoire

Gbedia DAGO

Chef Service Prevention IST/VIH-SIDA MENICI

Tél. +225 0770 1822

E-mail bagnon2006@live.fr

Cinthia Education Officer ACKA

Tél. +225 0787 6906

E-mail cdouabele@unicef.org

RDC

Joseph TCHIKAYA

Consultant National

Tél. +242 662 02 03

+242 585 12 23

E-mail joseph_tchikaya@yahoo.fr

Guinée

Bafore Bayo BAFODE

E-mail drbbayo@yahoo.fr

Mamadou Aliou DIALLO

E-mail madiallo@unicef.org

Sénégal

Iyane SIDIBE

Cossel/EPT

E-mail ayanes6@gmail.com

Fatimata Coumba SALL

Suivi Evaluation

E-mail coombis@yahoo.fr

El Hadj NDAO

E-mail ndawaladji@yahoo.fr

Cheikhou TOURE

E-mail toure_cheikhou@yahoo.fr

Papa SENE
CILS/ Education
E-mail pm.sene@hotmail.com
Aminata Ndianor MBODJ
Specialiste SRH
E-mail amindianor@hotmail.com

Ndeye Codou Aw FALL
Specialiste OEV
E-mail awfall2001@yahoo.fr

Fatou Sabelle DIOP
Specialiste VIH/sida
E-mail fasabelle@hotmail.com

Enseignants vivant avec le VIH

Kenya

Jemimah Atieno NINDO
Teachers Service Commission
The Bazaar, Moi Avenue/Biashara Street Junction
Private Bag, Nairobi
Tél. +254 289 2311 (office)
+254 722 311 440 (mobile)
E-mail tscacu@yahoo.com
nyodipo@yahoo.com

Mkung PTOCH
Moi High School - Singoi
P O Box 17 - 50307
Musoriot
Tél. +254 722 681 160 (mobile)
+254 722 681 160 (office)
E-mail: mkungptoch@yahoo.com

Beldina ATIENO
Dandora Primary School
P.O. Box 57365
Nairobi
Tél. +254 720 830813
E-mail beldina67@yahoo.com

Margaret WAMBETE
KENEPOTE
P. O. Box 4789
Wodanga Maragoli
30100 Eldoret
Tél. +254 722790745
E-mail hivteacher@yahoo.com
wambete@yahoo.com

III. COMMUNAUTE ECONOMIQUE

SADC

Absent

CAE

Mr. Aloysius Chebet
Education Specialist
Africa Community
Tél: +255 27 250 4253 / 8
Fax: +255 27 250 4255 / 4481
E-mail: chebet@eachq.org

CEDEAO

Rachel OGBE
Education Officer
CEDEAO, Abuja
E-mail: rachelogbe@yahoo.com

CEEAC

Absent

IV. PARTENAIRES DU DÉVELOPPMENT

Deworm the World

Lesley DRAKE
Executive Director
Deworm the World
Imperial College School of Medicine
St Mary's Campus
Norfolk Place
London W2 1PG
Tél. +44 7866 458 223
Fax: +44 20 7262 7912
E-mail: lesley.drake@imperial.ac.uk

La Banque mondiale (Bureau de Washington, D.C.)

Donald BUNDY
Lead Specialist, School Health and Nutrition,
The World Bank, 1818 H St., N.W.
Washington, D.C. 20433
E-mail: dbundy@worldbank.org

Fahma NUR
The World Bank, 1818 H St., N.W.
Washington, D.C. 20433
E-mail: fnur@worldbank.org

Tara O'CONNELL
The World Bank, 1818 H St., N.W.
Washington, D.C. 20433

E-mail toconnell@worldbank.org

Andy TEMBON
HIV/AIDS and Education Specialist,
The World Bank, 1818 H St., N.W. Room J7-023A
Washington, D.C. 20433
E-mail atembon@worldbank.org

Aby TOURE
Senior Operations Officer
AIDS Campaign Team for Africa (ACTAfrica)
The World Bank, 1818 H St., N.W.
Washington, D.C. 20433
E-mail Akonate@worldbank.org

Robert PROUTY
Head
Fast Track Initiative (FTI)
The World Bank, 1818 H St., N.W.
Washington, D.C. 20433
E-mail rprouty@worldbank.org

Nadeem MOHAMMAD
Senior Operations Officer
AIDS Campaign Team for Africa (ACTAfrica)
The World Bank, 1818 H St., N.W.
Washington, D.C. 20433
Email: nmohammad@worldbank.org

La Banque mondiale (Bureau de Nairobi)

Stella MANDA
Regional Coordinator, HIV/AIDS and Education for Eastern Africa
(AFTH1)
The World Bank,
P.O Box 30577-00100
Nairobi, Kenya
Tél. +254 20 3226000 / 3226311
Fax. +254 20 3226384
E-mail: smanda@worldbank.org

Organisation mondiale de la santé

Antonio MONTRESOR
Preventive Chemotherapy and Transmission Control (PCT)
Department of Control of Neglected Tropical Diseases (NTD)
World Health Organization (WHO)
Av. Appia 20
CH-1211 Geneva 27
Switzerland
Tél. +41 22 7913322
E-mail montresora@who.int

The Partnership for Child Development

Michael BEASLEY
Director

Partnership for Child Development
Dept. of Infectious Disease Epidemiology
Imperial College Faculty of Medicine
St. Mary's Campus - Medical School Building
Norfolk Place
London W2 1PG
Tél. +44 20 7595 3262
Fax. +44 20 7262 7912
E-mail m.beasley@imperial.ac.uk

Anthi PATRIKIOS
Operations Manager
Partnership for Child Development
Dept. of Infectious Disease Epidemiology
Imperial College Faculty of Medicine
St. Mary's Campus - Medical School Building
Norfolk Place
London W2 1PG
Tél. +44 20 75943257
Fax. +44 20 7262 7912
E-mail: anthi.patrikios@imperial.ac.uk

Lucinda JOHNSON
Programme Manager
Partnership for Child Development
Dept. of Infectious Disease Epidemiology
Imperial College Faculty of Medicine
St. Mary's Campus
Norfolk Place
London W2 1PG
Tél. +44 20 7594 3255
Fax. +44 20 7262 7912
E-mail l.johnson@imperial.ac.uk

Nicola LLOYD
Team Administrator
Partnership for Child Development
Dept. of Infectious Disease Epidemiology
Imperial College Faculty of Medicine
St. Mary's Campus - Medical School Building
Norfolk Place
London W2 1PG
Tél. +44 20 7594 1941
Fax. +44 20 7262 7912
E-mail n.lloyd@imperial.ac.uk

UNAIDS

Tim MARTINEAU
Director
Technical & Operational Support Department
20, Avenue Appia
CH-1211 Geneva 27
Switzerland

Tel: +41 22 791 3761
Fax. +41 22 791 4880
Email: martineaut@unaids.org

UNESCO

Suvi MELLAVUO-BONNET
UNESCO
7, Place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
Email: s.mellavuo-bonnet@unesco.org

Judith CORNELL
UNESCO
7, Place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
Email: je.cornell@unesco.org

UNICEF

Cinthia ACKA
Education Officer
Tel. +225 0787 6906
Email. cdouabele@unicef.org

Mamadou Aliou DIALLO
Email. madiallo@unicef.org

Annexe 3 : Plans de travail des réseaux

Plan de travail – Réseau des points focaux VIH des ministères de l'Éducation en Afrique de l'Est

OBJECTIF GENERAL		Accélérer la réponse du secteur de l'éducation face au VIH&SIDA dans la région de l'Afrique de l'Est par des actions plus fortes et de meilleure qualité au niveau national		
<i>Objectif n° 1 : Renforcer le réseau de points focaux VIH&SIDA en Afrique de l'Est</i>				
Activités	Responsable	Calendrier	Résultats escomptés	Assistance technique
Etablir une structure de coordination.	CAE/Banque mondiale	Fin janvier 2009	Document de concept sur la structure proposée	A déterminer.
Elaborer et valider un cadre de fonctionnement pour le réseau.	CAE/Banque mondiale	Avril 2009	Elaborer un protocole d'accord (MOU) avec les ministères nationaux de l'Education pour officialiser l'implication des points focaux dans les réseaux	Banque mondiale
Organiser une réunion consultative initiale pour les Etats membres de la SADC avant mars 2009, en vue d'explorer les possibilités de développer un réseau de points focaux VIH&SIDA des ministères de l'Éducation en Afrique Australe.	Secrétariats de la CAE & SADC	Mars 2009	Renforcer le Réseau pour l'Afrique de l'Est et Australe.	Banque mondiale/BIT/ UNESCO
Organiser une rencontre des partenaires EPT/FTI de la sous-région d'ici juin 2009.	Banque mondiale	Mars 2009	Mise en commun des ressources au niveau sous-régional et échanges de connaissances avec les pays EPT/FTI.	Banque mondiale
Etudier avec le Secrétariat de l'ADEA (Paris) les possibilités de relier les activités/rapports du réseau aux structures et processus de l'ADEA en vue de bénéficier d'un soutien multi-CER et de l'implication dans les activités du réseau.	Banque mondiale/PCD	Avril 2009	Préparation d'un document de concept à soumettre au Secrétariat de l'ADEA.	Banque mondiale/PCD
Former des groupes thématiques afin d'améliorer l'efficacité de l'action du réseau : <ul style="list-style-type: none"> • Enseignants vivant positivement avec le VIH&SIDA • Accès à l'éducation des enfants orphelins et vulnérables • Conception, enseignement, suivi et évaluation des modules sur les compétences de la vie courante. • Intégration du HIV et de la SNS. 	Banque mondiale/PCD	Juillet 2009	Elargissement du réseau pour coopter d'autres membres du secteur de l'éducation concernés par ces thèmes.	Banque mondiale/PCD

Plan de travail – Réseau des points focaux VIH des ministères de l'Education en Afrique de l'Est (suite)

Activités	Responsable	Calendrier	Résultats escomptés	Assistance technique
Organiser une réunion annuelle du réseau de points focaux, précédée et encadrée par une journée de rencontre des groupes thématiques énumérés ci-dessus.	Banque mondiale/PCD/CAE/SADC	Décembre 2009	Echange de connaissances	Banque mondiale/ partenaires de développement
Organiser des réunions du réseau en vidéoconférence, avec l'aide des bureaux nationaux de la Banque mondiale.	Banque mondiale	Trimestriel	Voir ci-dessus	Banque mondiale
<i>Objectif n° 2 : Intégrer la réponse du secteur de l'éducation face au VIH&SIDA dans les fonctions et le cadre de travail de la CAE</i>				
Finaliser le rapport de l'Analyse de situation sous-régionale menée par la CAE et le présenter à la réunion du Comité technique qui sera organisée par le Secrétariat de la CAE (Arusha) en mars 2009.	CAE/PCD/Banque mondiale	Mars 2009	Documentation des bonnes pratiques. Recommandations au Conseil des ministres de la CAE sur les rôles spécifiques des secrétariats de la CAE pour soutenir les Etats partenaires.	Banque mondiale/PCD
Préparer la version nationale préliminaire d'une boîte à outils destinée à intégrer le VIH&SIDA dans les sous-secteurs de l'éducation.	Banque mondiale	Avril 2009	Recommandations sur l'intégration des réponses au VIH&SIDA dans différents sous-secteurs de l'éducation.	A déterminer.
<i>Objectif n° 3 : Développer les capacités des points focaux des ministères de l'Education en matière d'intégration de la réponse au VIH&SIDA dans le cursus scolaire normal</i>				
Organiser une réunion et une séance de formation sur la contribution des points focaux à l'intégration des réponses au VIH&SIDA dans le secteur éducatif.	Banque mondiale/CAE/ONUSIDA	Décembre 2009	Recommandations simples élaborées en interne.	A déterminer.
<i>Objectif n° 4 : Constituer et maintenir une base de données des indicateurs clés de l'impact et des réponses au VIH&SIDA dans la région de la CAE</i>				
Maintenir une base de données sur la situation de la réponse du secteur éducatif dans les pays de l'Afrique de l'Est et Australe.	Voir ci-dessus	Décembre 2009	Une base de données fonctionnelle et accessible hébergée par la CAE ou gérée conjointement.	A déterminer.

Plan de travail – Réseau des points focaux VIH des ministères de l'Éducation de la CEDEAO et la Mauritanie

OBJECTIF GENERAL		Accélérer la réponse du secteur de l'éducation face au VIH&SIDA dans la CEDEAO et la Mauritanie par des actions plus fortes et de meilleure qualité au niveau national		
<i>Objectif n° 1 : Renforcer les structures de partage des expériences et des informations</i>				
Activités	Responsable	Calendrier	Résultats escomptés	Assistance technique
Etablir une structure de coordination des activités du réseau.	Points focaux	Décembre 2008	Désignation des membres du Comité de coordination.	Banque mondiale/PCD/CEDEAO/UNESCO-BREDA
Elaborer et valider un cadre de fonctionnement pour le réseau.	Comité de coordination	Mars 2009	Cadre de travail validé, et réseau opérationnel.	Banque mondiale/ PCD/CEDEAO/ UNESCO-BREDA
Organiser trois voyages d'étude pour permettre aux membres du réseau d'échanger leurs points forts et renforcer les capacités des points focaux.	Comité de coordination/Banque mondiale/PCD/UNESCO-BREDA	Mai/ Décembre 2009	Voyages d'étude effectués, rapports produits et diffusé.	Banque mondiale/PCD/CEDEAO/UNESCO-BREDA
Améliorer la production et la diffusion du Bulletin d'information (une fois par an).	A déterminer.	Septembre 2009	Bulletin d'information publié et diffusé.	Banque mondiale/Points focaux/UNESCO/PCD/UNICEF
Partager les conclusions des recherches et alimenter régulièrement le site Internet.	Comité de coordination/Points focaux	Novembre/ Décembre 2009	Site Internet opérationnel, mis à jour régulièrement.	PCD/UNESCO
Organiser une réunion annuelle des points focaux de la CEDEAO en 2009 en vue de partager les informations et les expériences.	Comité de coordination/Banque mondiale/PCD/UNESCO-BREDA	Décembre 2009	Rapport de la réunion annuelle.	Points focaux/Tous les partenaires de développement
<i>Objectif n° 2 : Promouvoir les bonnes pratiques</i>				
Documenter et diffuser les bonnes pratiques : <ul style="list-style-type: none"> • Stratégie sectorielle • CDV • Intégrer le VIH&SIDA dans les programmes scolaires • Formation des enseignants • Enfants orphelins et vulnérables • Santé reproductive 	Points focaux/UNESCO-BREDA/Banque mondiale élaborent un plan de travail/une stratégie	Mars/ Décembre 2009	Documentation des bonnes pratiques disponibles.	Ministères de l'Éducation/ Partenaires de développement/UNESCO-BIE/ IPE/UNICEF/PCD

Plan de travail – Réseau des points focaux VIH des ministères de l'Education de la CEDEAO et la Mauritanie (suite)

Activités	Responsable	Calendrier	Résultats escomptés	Assistance technique
<i>Objectif n° 3 : Informer la Conférence des ministères de l'Education sur les progrès de la réponse du secteur de l'éducation face au VIH&SIDA dans la région</i>				
Elaborer le rapport annuel des activités mises en œuvre en 2009.	Structure de coordination du réseau	Novembre/ Décembre 2009	Rapports des points focaux collectés, synthétisés et diffusés.	Points focaux/PCD/Banque mondiale/CEDEAO
<i>Objectif n° 4 : Plaider pour un engagement et un soutien global à la réponse du secteur de l'éducation face au VIH&SIDA</i>				
Pendant la réunion annuelle, prévoir deux jours de formation sur la mobilisation des ressources et le plaidoyer.	Banque mondiale/PCD/UNESCO-BREDA/CEDEAO/Comité de coordination	Novembre/ Décembre 2009	Rapport de formation.	PCD/Banque mondiale/autres partenaires de développement
<i>Objectif n° 5 : Suivre et évaluer les activités du réseau</i>				
Suivre et évaluer les activités du réseau.	Comité de coordination	3 par trimestre - Décembre 2009	4 rapports publiés.	Banque mondiale/PCD/CEDEAO/UNESCO

Plan de travail – Réseau des points focaux VIH des ministères de l'Education de l'Afrique Centrale

OBJECTIF GENERAL	Soutenir l'effort des pays d'Afrique Centrale pour accélérer la réponse du secteur de l'éducation au VIH&SIDA			
<i>Objectif n° 1 : Créer un cadre de travail pour l'échange des expériences et des informations et la formulation de recommandations</i>				
Activités	Responsable	Calendrier	Résultats escomptés	Assistance technique
Créer et diffuser un Journal – 2 par an (versions papier et électronique).	Partenaires techniques et financiers	2009	Bulletin diffusé.	Partenaires techniques et financiers
Voyage d'étude pour échange d'informations.	Maroc/Libye	2009		Partenaires techniques et financiers
Organiser la communication par Internet.	Coordination du réseau	A déterminer	Site Internet	otf
Créer un site Internet et une base de données commune. Collecte de données pour le site.	Coordination du réseau	1 st trimestre 2009	Site Internet	Partenaires techniques et financiers
Organiser une réunion annuelle pour partager et échanger les informations et les expériences.	Partenaires techniques et financiers	A déterminer	Réunions annuelles organisées.	Partenaires techniques et financiers
Documenter et diffuser les bonnes pratiques : <ul style="list-style-type: none"> • Politique sectorielle VIH&SIDA • CDV • Intégration du VIH dans le cursus scolaire • Formation des enseignants (documentation écrite et audiovisuelle)	Coordination du réseau	2009	Documents répertoriant les bonnes pratiques.	Partenaires techniques et financiers
Elaborer des instruments pour la transmission des bonnes pratiques.	Coordination du réseau	2009	Site Internet	Partenaires techniques et financiers
Préparer le rapport sur la situation dans les régions les cinq dernières années et le diffuser auprès des ministères de l'Education et la Santé dans les pays de la CEEAC.	Coordination du réseau	2009	Rapport diffusé.	Partenaires techniques et financiers

Plan de travail – Réseau des points focaux VIH des ministères de l'Education de l'Afrique Centrale (suite)

Activités	Responsable	Calendrier	Résultats escomptés	Assistance technique
Parler du VIH&SIDA à tous les organes de presse et d'information.	Coordination du réseau / Points focaux nationaux	2009	Thème du VIH présent dans les organes de presse.	A déterminer
Entreprendre de promouvoir le réseau.	Coordination du réseau / Points focaux nationaux	2009	Nombres de supports de promotion produits.	Partenaires techniques et financiers
Développer des approches et des outils de plaidoyer en faveur des objectifs prioritaires (CLNS et partenaires financiers/de développement, etc.).	Structure de coordination /tous les Points focaux	2009	Instruments disponibles.	Partenaires techniques et financiers
Déterminer les thèmes majeurs du plaidoyer (importance du rôle du secteur éducatif dans la prévention et le contrôle du VIH&SIDA ; renforcement des ressources humaines disponibles pour les points focaux, etc.)	Structure de coordination /tous les Points focaux	2009	Documents relatifs aux thèmes identifiés.	Partenaires techniques et financiers
Objectif n° 2 : Renforcer les capacités des points focaux				
Organiser des séances de formation sur des thèmes spécifiques en fonctions des besoins du moment (plaidoyer, planification, coordination, évaluation, etc.)	Structure de coordination /tous les Points focaux	2009	Séances de formation organisées.	Partenaires techniques et financiers
Objectif n° 3 : Assurer le suivi de la réponse				
Adopter un cadre de travail commun pour collecter les informations et les données disponibles.	Structure de coordination /tous les Points focaux	2009	Cadre de travail commun adopté.	Partenaires techniques et financiers
Maintenir une base de données sur la situation de la réponse du secteur éducatif dans la CEEAC.	Structure de coordination /tous les Points focaux	2009	Base de données établie.	Partenaires techniques et financiers
Objectif n° 4 : Développer des partenariats inter et intra-régionaux				
Identifier et répertorier les structures partenaires à tous les niveaux.	Structure de coordination /tous les Points focaux	2009	Liste des partenaires établie.	Partenaires techniques et financiers

Plan de travail – Soutien aux enseignants vivant avec le VIH&SIDA

OBJECTIF GENERAL		Faciliter la création et la poursuite d'actions et de services plus robustes et de meilleure qualité pour les enseignants vivant avec le VIH&SIDA (TLWHA) au niveau national et régional.		
<i>Objectif n° 1 : Créer un réseau satellite de TLWHA et de points focaux VIH en Afrique subsaharienne</i>				
Activités	Responsable	Calendrier	Résultats escomptés	Assistance technique
Etablir une structure de coordination sous-régionale.	Partenaires techniques et financiers	2009	Description de la structure proposée.	A déterminer
Elaborer et valider un cadre de fonctionnement pour le réseau.	Partenaires techniques et financiers	Juin 2009	Protocole d'accord avec les ministères nationaux de l'Education les engageant à offrir un cadre de base pour soutenir les TLWHA.	A déterminer
<i>Objectif n° 2 : Soutenir l'intégration des TLWHA dans les CER et les structures correspondantes</i>				
Brève évaluation des besoins et analyse systématique de l'impact du VIH&SIDA sur les enseignants et du soutien qui leur est apporté.	Partenaires techniques et financiers	A déterminer	Documenter les bonnes pratiques. Recommandations à la CER et aux structures régionales concernant leurs rôles spécifiques à l'égard des TLWHA.	A déterminer
<i>Objectif n° 3 : Renforcer les capacités des associations de TLWHA à plaider pour leurs membres dans leur pays</i>				
Organisation d'une formation sur le rôle de plaider des associations de TLWHA en faveur de leurs membres.	Partenaires techniques et financiers	A déterminer	Recommandations simples élaborées.	A déterminer

Annexe 4 : Termes de Référence des points focaux et des réseaux

TERMES DE REFERENCE

A. ROLES DES POINTS FOCaux

La plupart des ministères de l'Education d'Afrique subsaharienne disposent d'un service créé spécifiquement pour suivre la riposte du secteur éducatif face à l'épidémie de VIH&SIDA. Dans certains pays, il s'agit d'un service autonome ; ailleurs, il fait partie du service chargé de la santé scolaire ou de l'éducation à la santé familiale.

Ce service chargé de suivre la riposte du secteur éducatif face à l'épidémie de VIH&SIDA est généralement composé d'un collaborateur ministériel chargé de coordonner le travail mené sur le VIH&SIDA, à temps plein ou partiel. Cette personne nommée par le ministère de l'Education est désignée sous l'appellation 'point focal' ou coordinateur dans certains pays. La situation commence peu à peu à s'améliorer, mais dans beaucoup de pays, une seule personne est chargée de ce service. En dépit de cela, le fait qu'il existe un service et une personne 'point focal' au sein du ministère de l'Education prouve à l'évidence que ce ministère prend en charge la réponse à l'épidémie de VIH&SIDA.

Cinq ans après le démarrage de l'Initiative Accélérée, le moment est venu de revoir les Termes de référence établis pour les points focaux. La discussion avec les trois réseaux de points focaux des ministères de l'Education (réseau pour l'Afrique de l'Est et Australe, pour l'Afrique de l'Ouest et pour l'Afrique Centrale) a permis d'établir les rôles suivants pour les points focaux :

Coordination, planification et gestion

- Participer au comité interministériel VIH&SIDA (groupe de travail) mis en place au sein du ministère de l'Education pour améliorer la coordination et l'implémentation des activités et programmes VIH&SIDA dans le secteur de l'éducation.
- Coordonner le travail relatif au VIH&SIDA entre le ministère de l'Education, les parties concernées, les syndicats d'enseignants et le ministère de la Santé en établissant des canaux de communication visant à une collaboration efficace.
- Collaborer avec les syndicats d'enseignants et les autres associations, y compris les associations d'enseignants vivant avec le VIH&SIDA, en vue d'identifier les priorités dans les activités, propositions et projets de prévention du VIH pouvant être éligibles pour un financement, soit par le ministère, soit par d'autres acteurs du secteur.
- Préparer des Plans sectoriels de stratégie et d'action dans les ministères en s'appuyant sur les contributions provenant des niveaux sous-nationaux.
- Déterminer quels sont les domaines qui nécessitent une assistance technique pour pouvoir répondre fructueusement à l'épidémie dans le secteur éducatif.
- Coordonner les réponses sous-nationales à l'épidémie de VIH&SIDA, et prendre la tête d'un processus d'élaboration d'indicateurs de suivi à tous les niveaux de l'enseignement.
- Créer/maintenir de forts liens de partenariats avec tous les acteurs concernés du secteur.
- Participer à la conception et la mise en place d'initiatives de suivi et d'évaluation des activités de formation au VIH&SIDA et des interventions dans le secteur éducatif.
- Servir d'interface entre le ministère de l'Education et l'organe national de lutte contre le Sida, ainsi qu'avec les acteurs impliqués au plan national et international.
- Faciliter l'intégration du VIH&SIDA dans le plan sectoriel de l'éducation et dans les différents sous-secteurs du ministère de l'Education.
- Déterminer des stratégies et des actions pour permettre aux autres acteurs concernés d'intégrer les questions liées au VIH&SIDA dans leur domaine d'action.

Mobilisation des ressources

- Plaider pour obtenir des fonds auprès des acteurs nationaux et internationaux.
- Mobiliser des ressources et, si possible, harmoniser les fonds des donateurs en fonction des priorités du secteur.

Soins et soutien

- Veiller à ce que le ministère de l'Éducation apporte soins et soutien aux éducateurs et aux apprenants.
- Collaborer avec les syndicats d'enseignants et les autres acteurs pour que les services de CDV soient facilement accessibles aux enseignants, à la fois dans les villes et les campagnes.

Informations et recherches

- Collecter et analyser les informations sur les activités VIH&SIDA menées au sein du secteur de l'éducation, les diffuser aux acteurs concernés de manière régulière, deux fois par an, tous les trimestres ou une seule fois par an selon les cas.
- Proposer et prendre part à des recherches opérationnelles sur la réponse du secteur de l'éducation face à l'épidémie de VIH&SIDA.
- Publier régulièrement des informations à l'intention de la population pour la sensibiliser à l'impact du VIH&SIDA sur l'offre, la demande et la qualité de l'éducation, et sur les mesures prises par le secteur éducatif pour répondre aux impacts identifiés.
- Créer et maintenir une base de données régulièrement mise à jour sur les questions touchant au VIH&SIDA et à l'éducation (organisations, inventaire des experts impliqués dans les activités touchant au VIH&SIDA et à l'éducation dans le pays, personnes ressources, matériels de formation et outils audiovisuels, références bibliographiques).
- Demander la mise en place d'un atelier national pour accélérer la réponse du secteur éducatif à l'épidémie de VIH&SIDA, si cela n'existe pas encore.
- Elaborer et diffuser des documents instructifs relatant les expériences vécues par des enseignants séropositifs.
- Documenter et diffuser les bonnes pratiques.

Réseau

- Etablir des Plans de travail pour les réseaux.
- Elaborer des rapports périodiques des activités à diffuser deux fois par an dans le réseau.
- Participer à la gestion et la coordination du réseau.
- Proposer et prendre part à des recherches opérationnelles sur la réponse du secteur de l'éducation face à l'épidémie de VIH&SIDA.

B. ROLES DU RESEAU

- Offrir un cadre de travail pour le partage des informations et des expériences, et la promotion des bonnes pratiques.
- Fournir des conseils techniques et faire connaître les dernières avancées aux ministres de l'Éducation par l'intermédiaire des points focaux.
- Plaider pour un engagement global et un soutien solide à la réponse du secteur éducatif à l'épidémie de VIH&SIDA à l'échelon sous-régional.
- Elaborer une proposition de recommandations concernant la politique du secteur éducatif, et la planification et la gestion du VIH&SIDA dans l'optique des objectifs de l'EPT.
- Apporter aux points focaux VIH&SIDA des recommandations concrètes et renforcer leurs compétences.
- Suivre les avancées de la réponse dans les pays qui constituent le réseau.
- Renforcer la communication entre les Etats membres du réseau.